

ARMÉES D'AUJOURD'HUI

DOSSIER OTAN
5 CLES POUR COMPRENDRE

SOMMET DE L'OTAN 60 ANS D'ALLIANCE



M 01139 - 339 - F: 3,00 €



Pas cher
et sur mesure,
le nouveau contrat
AUTO PASS de Marc a tout
pour être compétitif



Renseignez-vous au 0 820 809 809 (0,12 € TTC/mn), dans votre agence GMF ou sur www.gmf.fr

Assurément gagnant avec la GMF



FORCES EN ACTION

- 4** Evacuation : stress dans le sas
- 8** Air de secours
- 14** Instantanés

MODERNISATION

- 16** Emploi : adapter l'offre de la Défense à la demande de l'entreprise
- 20** La Défense meilleure élève

ACTU

- 22** Sommet de l'Otan

DOSSIER

- 26** Otan : 5 clés pour comprendre
- 28** De Washington à Kehl : une alliance de 60 ans
- 32** Interview du général Vinchon
- 36** La force de réaction de l'Otan
- 38** Le Caspoa
- 40** La culture Otan existe-t-elle ?

FOCUS DÉFENSE

- 42** Repères
- 44** Emploi : les conjoints aussi
- 46** La relève au grand séminaire
- 50** Forces françaises aux Caraïbes
- 54** La Caisse nationale militaire de sécurité sociale

INDUSTRIE & TECHNOLOGIES

- 56** Spirale en orbite

DÉTOURS

- 58** Culture
- 60** Sport : les clubs fêtent leurs 50 ans

PERSPECTIVES

- 62** Document
- 63** Histoire

KIOSQUE

- 66** Sélection du mois



ARMÉES D'AUJOURD'HUI. Direction : Directeur de la publication : L. Teisseire. **Directeur de la rédaction :** colonel (terre) B. Brulon. **Chef du bureau de la rédaction :** lieutenant-colonel (air) N. Martin. **Rédacteur en chef :** chef d'escadron (terre) O. Destefanis (01 44 42 43 01). **Rédacteur en chef adjoint :** adjudant-chef (terre) S. Froidure (81 66). **Secrétariat de rédaction :** sergent (terre) I. Bobinet (47 09), Y. Le Guludec (80 51). **Rédaction :** contacts Opérations, emploi des forces : enseigne de vaisseau (marine) C. Glock (40 04), Y. Brand (55 05), A. Le Calvé (47 27) ; contacts Politique de la défense et géopolitique : aspirant (marine) M. Claude (45 83), J. Fouineau (33 18), A. Hunter-Rousselle (58 72) ; contacts Défense et société : C. Bobbera (48 07), sergent (air) C. Pitault (48 02) ; contacts Économie de défense et technologies : lieutenant (terre) A.-L. Llouquet (48 01), T. Sotty (48 11), L. Verhaeghe (48 26). **Prestations intellectuelles :** F. Deriu. **Élèves de l'IICP :** M. Bogo, C. Doubroff, T. Desprez, F. Schockweiller, A. Gouge, P. Barbier, S. Larabi, R. Le Carboulec, C. Meignan, F. Poulet, C. D'Abzac-Epezy. **Service photo :** adjudant-chef (air) B. Biasutto (47 44), S. Brandin (48 35), caporal-chef (terre) C. Fiard (48 40). **Directeur de fabrication :** S. Couplier (01 56 77 23 08). **Section diffusion :** S. Couplier (01 56 77 23 08). **Conception graphique :** O. Spadaccini. **Photogravure :** Alliage. **Impression :** Québecor. **Routage :** CRP. Commission paritaire n°0211 B 05686. Dépôt légal : février 2003. Délégation à l'information et à la communication de la défense - BP 33 - 00445 Armées. Internet : www.defense.gouv.fr. **Contact publicité (ECPAD) :** T. Lepsch : 01 49 60 58 56. **Contact abonnements :** 01 56 77 23 08. Photo de couverture : M. Urban/AFP

8

FORCES EN ACTION

Air de secours

En mars s'est déroulé un exercice de « ventilation » de sous-marin immobilisé en eaux peu profondes. Mission des plongeurs : alimenter l'équipage en air et rétablir une pression atmosphérique normale.

22

DOSSIER

Otan : nouvelle tribune pour la voix de la France

Le retour de la France dans les commandements de l'organisation militaire tient plus de la continuité que d'une réelle rupture.

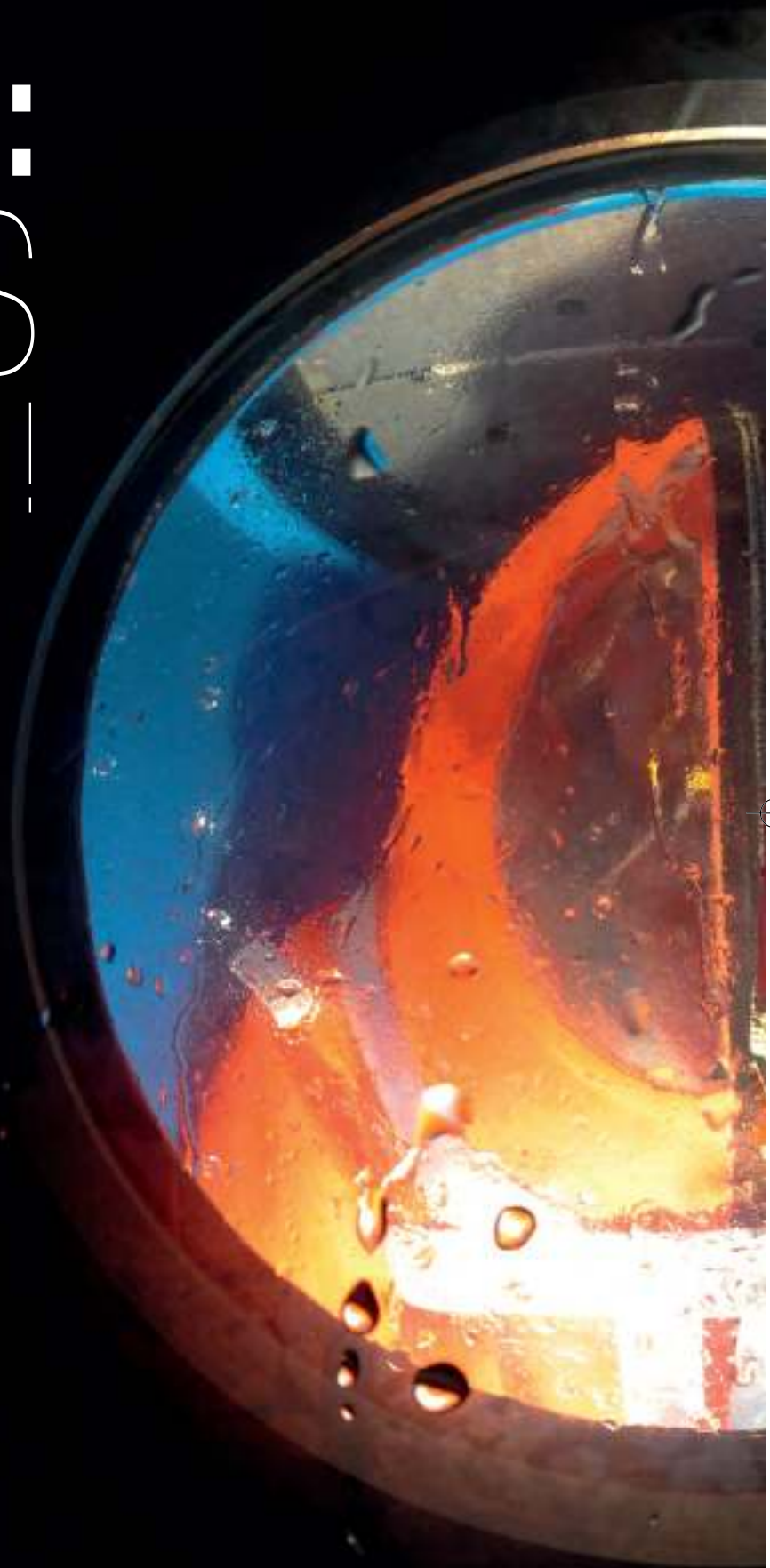
26

DOSSIER

Otan : 5 clés pour comprendre

Créée au lendemain de la deuxième guerre mondiale, l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord protégeait les pays de l'Alliance contre la menace soviétique...

Evacuation : STRESS dans le sas !





Tous les deux ans, ils doivent y passer. Les militaires qui ont fait le choix de servir sur un sous-marin s'entraînent une journée sur le thème de l'évacuation d'urgence d'un bâtiment immobilisé au fond de l'eau. Un stage qui n'a rien d'une formalité, et où les émotions fortes sont au rendez-vous...



La combinaison de survie MK-10 est conçue pour les évacuations jusqu'à 180 mètres de profondeur. Outre une réserve d'oxygène, elle contient une radeau de sauvetage.



L'obscurité est totale. Pas même un faible reflet de lumière sur les murs. Et pour cause. L'ambiance qui est recréée aujourd'hui au Centre d'entraînement et de sauvetage individuel (CESI) de l'île Longue (Finistère) est celle d'un sous-marin en perdition gisant à plusieurs dizaines de mètres de profondeur. Les moyens de sauvetage collectifs ne pouvant être mis en œuvre, le commandant du bâtiment donne l'ordre à l'équipage d'évacuer à tout prix.

Un à un, affublés d'une combinaison couleur corail aux formes incertaines, les hommes s'engouffrent sous les épaisses bâches noires tendues sous la cuve d'entraînement du CESI. Trois mètres d'eau, sous lesquels est installée la réplique du sas d'évacuation des sous-marins : de la place pour un seul homme, une échelle de fortune pour y accéder, une trappe pour s'échapper vers la surface.

Les stagiaires portent la combinaison de survie MK-10, conçue pour leur permettre d'évacuer jusqu'à 180 mètres de profondeur. Elle doit leur assurer une réserve d'oxygène suffisante pour remonter jusqu'à la surface et leur permettre de survivre plusieurs jours à l'abri du froid en cas de dérive. Cela a beau n'être qu'un stage, comme le CESI en organise tous les jours de la semaine pour une douzaine de sous-marinières, la crispation peut se lire sur le visage des stagiaires. « Je sais que l'on est étroitement encadré, qu'il n'y a quasiment aucun risque, sauf pour les tympans si on ne fait pas ce qu'il faut, mais c'est quand même difficile de rester totalement serein », confie le second maître Jérôme Delage. Comme d'autres – le chef du centre opérations, les informaticiens ou encore les cuisiniers –, il a fait le choix de servir dans les sous-marins. Il doit donc effectuer ce stage d'une journée tous les deux ans.

À l'ouverture du sas d'évacuation, des centaines de litres d'eau s'abattent sur le marin

Faire ce qu'il faut pour les tympans, c'est « équilibrer », comme disent les plongeurs, faire redescendre la pression exercée sur les tympans, comme lors de la phase d'atterrissage d'un avion. Une manœuvre simple, mais qui peut rapidement devenir source de stress pendant l'opération de passage du sas. Car à cette recommandation s'en ajoutent de nombreuses autres à suivre en même temps : vérifier les valves d'étanchéité de la combinaison, bien se positionner à l'intérieur du sas, tester l'arrivée

d'air, ne pas paniquer... Jérôme tâtonne en direction du sas de secours. Le maître Fabrice Romanet, l'un des quatre instructeurs présents à chaque étape de l'exercice, l'empoigne, vérifie que sa combinaison est correctement fermée et, sans ménagement, le pousse sur le premier barreau de l'échelle du sas d'évacuation. « Mon rôle n'est pas de rassurer les stagiaires. Auparavant, on ajoutait même une dose de stress supplémentaire en les aveuglant avec des spots lumineux. Mais on s'est aperçu que l'on s'éloignait alors de l'objectif initial, qui est bien de leur faire acquérir des réflexes. Si on en fait trop, l'angoisse prend le dessus, et ils ne retiennent pas les consignes de sécurité. » La montée est fébrile. Jérôme sait que lorsque l'instructeur aura refermé l'échappée par laquelle il est arrivé, il devra « se brancher » au détendeur afin d'emplir sa combinaison d'air. Trois coups frappés sur la paroi pour signaler qu'il se tient prêt, et des centaines de litres d'eau s'abattent soudain sur lui avec l'ouverture du sas d'évacuation.

À cause de l'air contenu dans la combinaison, le stagiaire se trouve propulsé vers la surface

« Et voilà l'homme-canon ! », lance le second maître Sébastien Ballester, instructeur plongeur, qui s'est posté à la surface de la cuve pour superviser la dernière étape de l'opération de sauvetage. À cause de l'air contenu dans la combinaison, Jérôme se trouve propulsé à la surface dans une bruyante explosion d'eau. Le premier réflexe serait d'ouvrir la combinaison pour respirer le grand air, mais le calme et la réflexion doivent précéder les élans instinctifs. Il faut d'abord ouvrir le radeau de sauvetage contenu dans une large poche de la jambière gauche de la combinaison et s'y hisser. Alors seulement le « plongeur » peut dégager son visage.

Au total, pour chaque stagiaire, l'exercice n'aura duré que quelques minutes. « Heureusement, le premier sassage était effectué en plein jour, en début d'après-midi. Nous avons ainsi pu prendre quelques repères », confie Jérôme, qui semble soulagé d'en avoir terminé. Les stagiaires ont eu leur compte. Ce qui ne les empêche pas de claironner bien vite qu'ils ont vécu cette épreuve quasiment comme un jeu ! C'est certainement, pour eux, la meilleure façon de se convaincre qu'ils n'auront jamais à se rappeler ces gestes. ■

Myriam Claude

En mars s'est déroulé un exercice de « ventilation » de sous-marin immobilisé en eaux peu profondes. Mission des plongeurs : alimenter l'équipage en air et rétablir une pression atmosphérique normale. Une opération délicate exigeant rapidité et sang-froid...

AIR DE secours

Le scaphandrier intervient « en binôme » avec le robot Ulysse (à l'arrière-plan).





PAR CYNTHIA GLOCK . PHOTOS : EMMANUEL DONFU





Ci-dessus : le maître principal Lyscar se glisse dans la partie inférieure du scaphandre, fixée à la structure métallique mobile qui permettra de le "gruter" dans l'eau. Grâce à ce dispositif, les plongeurs peuvent intervenir jusqu'à 300 m de profondeur, contre 80 m pour les plongeurs "autonomes".

A gauche : Le plongeur vient de revêtir la partie supérieure du scaphandre. Il ne reste plus qu'à fixer le hublot. Au-dessus de la tête, on distingue le système d'approvisionnement en oxygène et les câbles électriques qui lui permettront de communiquer avec le PC en surface. Le plongeur attendra d'être sous l'eau pour enfiler ses bras dans les manches, les 285 kg du scaphandre empêchant tout mouvement à l'air libre.

Ci-dessous : les techniciens procèdent aux dernières vérifications avant que la « nacelle » n'emmène le scaphandrier jusqu'à l'extrémité du pont du bateau pour être mis à l'eau.



A deux nautiques au large du littoral varois, une nouvelle journée d'entraînement débute pour les neuf marins de la section intervention engins de Cephismar (cellule plongée humaine et intervention sous la mer de la force d'action navale), unité chargée des interventions subaquatiques au-delà des capacités de la plongée humaine, jusqu'à 1 000m de profondeur. Ce 14 mars, la section réalise un exercice de « ventilation » de sous-marin en détresse immobilisé au fond de l'eau non loin d'une côte. L'objectif est l'approvisionnement en air des occupants en attendant leur éventuelle évacuation, une opération qui peut être menée jusqu'à une profondeur de 250 m. « *La probabilité qu'un sous-marin soit bloqué sur le fond des océans n'est jamais nulle*, précise le lieutenant de vaisseau David Bonnefoy, plongeur démineur et chef de la section intervention engins de Cephismar. *En cas d'accident, l'équipage se réfugie dans des compartiments de survie*, poursuit-il. *Dans cette situation dégradée où le sous-marin est immobilisé, il y a des chances que son système de régénération de l'atmosphère soit endommagé, probablement à cause de différents facteurs – incendie, voie d'eau. L'atmosphère dans laquelle les sous-marinières respirent se dégrade alors rapidement. Il est même probable que la pression interne du sous-marin augmente, exposant l'équipage aux problèmes de la saturation gazeuse.* »

Rétablir une pression atmosphérique normale

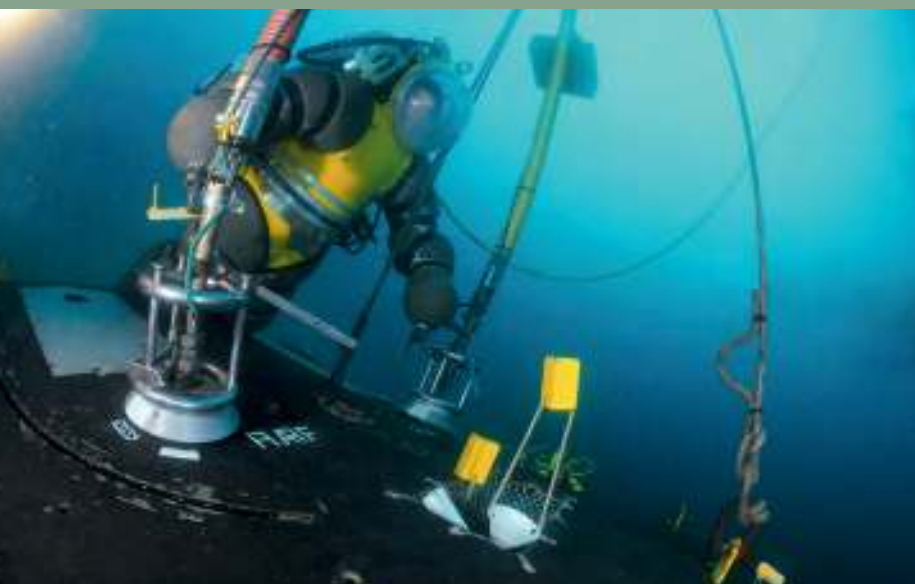
Pour mener l'exercice, la marine a affrété l'*Ailette*, un bâtiment civil de soutien et d'aide à la dépollution (BSAD), dont le vaste pont arrière peut accueillir l'ensemble de l'imposant dispositif de sauvetage. « *Le choix du bateau s'explique aussi par sa capacité de positionnement dynamique : il peut rester statique sans devoir être amarré* », précise David Bonnefoy. Un véritable élément de coque de sous-marin a été déposé sur le fond de la mer, simulant le sous-marin naufragé. « *Le dispositif de ventilation et de dépressurisation renouvelle l'atmosphère du sous-marin en air "frais" et le maintient en pression depuis la surface*, explique le maître Roch Beclu, adjoint sauvetage et équipements du LV Bonnefoy, et également plongeur démineur. *Il est constitué de deux manches de circulation, l'une pour injecter l'air frais, l'autre pour évacuer l'air vicié. Il permet également de réduire la pression interne du sous-marin, au cas où elle serait supérieure* »



Ci-dessus : Le scaphandrier entame sa descente dans la « nacelle », qu'il ne quittera que pour effectuer ses interventions sur le sous-marin.

Ci-dessous : Le maître principal Lyscar, relié au bateau en surface par son « ombilic », branche une à une les manches du système de ventilation sur les « tapes » du sous-marin.

A droite : Dans le PC, la manœuvre est suivie grâce aux images transmises le scaphandrier et le robot.





à la pression atmosphérique. Cette opération évite les accidents de décompression lors de l'éventuelle évacuation des sous-marinières vers la surface. »

Le maître principal Philippe Lyscar, troisième plongeur démineur de l'équipe, s'approche d'un imposant scaphandre jaune et noir, le Newt Suit. « Avec cet équipement, qui pèse 285 kg, on peut intervenir jusqu'à 300 m de fond, explique-t-il, alors que les plongeurs autonomes sont normalement limités à 80 m. Injecté en continu par des bouteilles placées dans le dos du scaphandre, l'air y est à la pression atmosphérique. » Aidé de ses camarades, il s'introduit dans la partie inférieure, « les jambes ». Il s'équipe ensuite d'une oreillette et d'un micro, qui lui permettront de rester en liaison avec le PC installé sur l'Ailette via l'« ombilic », ou « laisse », un câble par lequel passent l'alimentation électrique et les communications. Puis il replie les bras sur sa poitrine : « Ce n'est qu'une fois immergé que je glisserai mes bras dans les bras du scaphandre. Hors de l'eau, son poids empêche tout mouvement. »

La partie supérieure du scaphandre se rabat lourdement. Les techniciens referment alors le hublot sur le visage du maître principal Lyscar. Après les dernières vérifications, une sorte de cage métallique, ouverte sur un côté et mue sur des rails, achemine le scaphandrier au bord de la coque de l'Ailette. Celui-ci est ensuite « gruté » pour la mise à l'eau. En quelques minutes, il est totalement immergé.

Des gestes simples qui deviennent une épreuve de force

« Le scaphandrier va ouvrir les "tapes de ventilation" situées sur le dessus de la coque du sous-marin et y brancher les manches de ventilation », explique Roch Beclu, qui a lui-même expérimenté de très nombreuses fois le Newt Suit. Durant toute la plongée, il sera surveillé par un ROV (remote operated vehicle). « Ce robot se prénomme Ulysse, pour "unité lourde d'intervention sous-marine de surveillance et d'expertise", précise le major Patrick Briot, adjoint robotique du LV Bonnefoy. Equipé de caméras et de deux bras manipulateurs articulés, il peut faire de la capture d'images, de la recherche et effectuer certaines interventions jusqu'à 1 000m de profondeur. »

Le LV Bonnefoy rejoint le PC pour superviser la plongée. Le major Briot a déjà l'œil rivé sur les écrans qui renvoient les images prises par le ROV et le scaphandre. Sous l'eau, Philippe Lyscar a quitté sa nacelle, à laquelle il est relié par sa « laisse ». Il se déplace grâce à quatre

propulseurs fixés dans son dos. « Les mouvements sont gérés par des commandes aux pieds, précise le maître Beclu, qui observe également la manœuvre. La pédale de droite pour se déplacer de gauche à droite et d'avant en arrière ; celle de gauche pour les déplacements verticaux. »

Derrière l'aisance apparente du plongeur, il y a toute une gymnastique qu'il lui a fallu maîtriser pour bien se servir, non seulement des pédales, mais aussi des pinces qui terminent les bras du Suit. « Des gestes d'une simplicité élémentaire, comme dévisser un boulon ou fixer une manille, sont en réalité des épreuves de force, affirme Roch Beclu. Mais nous avons de l'imagination, poursuit-il en souriant. Par exemple, nous avons fabriqué un outil en forme d'entonnoir, qu'on appelle "bilboquet". Posé autour du boulon, il permet au plongeur de bien ajuster la clé à choc [dévisseur de boulons à fonctionnement hydraulique - NDLR] au boulon à dévisser. » Le major Briot se souvient : « Quand nous avons reçu le Newt Suit en 1993, aucune méthode n'existait. Nous avons élaboré puis validé, au fil des expérimentations, des procédures et des outils qui sont aujourd'hui totalement opérationnels. »

Couple étrange, le scaphandre et le robot évoluent ensemble

Flottant au-dessus de la coque du sous-marin, armé de ses drôles d'outils, Philippe Lyscar s'attaque justement à la première tape de ventilation. Eclairée par les phares du ROV qui ne la perd pas de vue un instant, la silhouette du pilote de scaphandre évoque celle d'un astronaute. Etrange couple qui évolue sous les eaux calmes de la Méditerranée. « C'est bon, tapes de ventilation ouvertes ! », signale-t-il, sa voix résonnant dans le haut-parleur du PC. Les techniciens peuvent mettre à l'eau les manches de ventilation. Quelques minutes plus tard, le maître principal Lyscar procède au branchement. Le système de ventilation fonctionne. Fin de l'exercice.

Après avoir repositionné les tapes de ventilation pour les séances d'exercices du lendemain, le scaphandrier retourne dans sa « cage » de métal, direction la surface. Le soleil décline lorsqu'il s'extirpe du costume de métal, dont il est prisonnier depuis plus de quatre heures. « Nous nous exerçons le plus régulièrement possible, commente le LV Bonnefoy. Pour permettre à la section de maintenir ses capacités opérationnelles et pour que, le jour où un réel incident surviendrait, nous soyons prêts à réagir rapidement et efficacement. » ■



CYNTHIA GLOCK ET STÉPHANE FROIDURE

MANŒUVRES RUSSES EN SIBÉRIE

L'armée russe a déployé d'impressionnants moyens, fin mars, dans le district militaire de Sibérie, pour un vaste exercice de tir tactique à munitions réelles. Sur le site enneigé du terrain d'entraînement de Yurga, dans la région de Kemerovo, quelque 400 véhicules blindés, des moyens d'artillerie et de défense anti-aérienne, des hélicoptères ainsi que 5 000 soldats ont pris part à cet exercice qui visait à tester dans des conditions quasi polaires l'organisation des nouvelles brigades d'infanterie mécanisée. Au cours de cet exercice, plusieurs systèmes d'armes ont été utilisés pour la première fois dans les rudes conditions climatiques sibériennes, dont la Krasnopol, munition d'artillerie de précision guidée laser de 155 mm.

LA CHINE AUGMENTE SON BUDGET DÉFENSE

Comme ce jeune soldat de l'Armée populaire de libération chinoise (APL), des milliers de jeunes réservistes participent actuellement à leur période d'entraînement obligatoire de trois mois, dans la province de Hubei, en Chine centrale. Avec, officiellement, 2,3 millions d'hommes, l'APL souffre d'un déficit d'équipement. « *L'armée chinoise doit se moderniser à tous les niveaux* », a déclaré le Premier ministre Wen Jiabao. Une nouvelle hausse du budget de défense de 15,3 % a été annoncée, début mars, devant le Parlement. Les dépenses militaires de la Chine s'élèveront cette année à près de 56 milliards d'euros, soit environ 1,4 % du produit intérieur brut (PIB). Selon Li Zhaoxing, porte-parole du Parlement chinois, l'augmentation du budget de la défense vise à « *moderniser les forces militaires chinoises et à améliorer les conditions de vie des soldats* ».

UN SOUS-MARIN BRISE LA GLACE

Le sous-marin nucléaire d'attaque (SNA) américain USS *Annapolis* a fêté le printemps à sa manière, le 21 mars dernier, en perçant un mètre de banquise avant de faire surface en plein océan Arctique. L'*Annapolis*, ainsi que son sistership *Helena*, participaient à l'exercice Icx 2009, qui leur a permis de tester de nouvelles tactiques sous-marines de combat dans les eaux glaciales du Grand Nord. L'USS *Annapolis* et l'USS *Helena* sont des SNA de la classe « Los Angeles ». Ils constituent, avec ceux des classes « Seawolf » et « Virginia », la flotte des sous-marins nucléaires d'attaque des États-Unis. L'US Navy compte aujourd'hui plus de cinquante SNA en service.

EXERCICE AMPHIBIE AU SUD-LIBAN

Ces militaires libanais qui s'apprêtent à débarquer sur une plage de Naqoura, au Sud-Liban, ont participé du 18 au 21 mars à l'exercice amphibie « Open Harbour ». Conduit conjointement par des troupes françaises, italiennes et libanaises, l'exercice a réuni des moyens terrestres et nautiques, dont le TCD (transport de chalands de débarquement) français *Siroco*, le bâtiment libanais *Darmour* et des unités de la Finul (Force intérimaire des Nations unies au Liban). Open Harbour – littéralement « Port Ouvert » – visait à échanger des savoir-faire opérationnels et à tester les nouvelles infrastructures du port de Naqoura, ville côtière frontalière d'Israël et siège du quartier général de la Finul.



VALERY TITIEVSKI / RIA NOVOSTI



AFP CHINA XTRA



Emploi : adapter l'offre de la Défense à la demande des entreprises

Poursuivant les efforts entrepris depuis 2007, Hervé Morin a signé, le 25 février, de nouvelles conventions de partenariat pour la reconversion des militaires à la vie civile. Revue de détail.

Hervé Morin, ministre de la Défense, et Claude Tarlet, président de l'Union des entreprises de sécurité privée. Chaque année, 30 000 militaires retournent à la vie civile.

Depuis fin 2007, le ministre de la Défense a signé une vingtaine de conventions de partenariat pour la reconversion des militaires (voir encadré) avec des présidents de grandes entreprises et de PME. Le 25 février, c'était au tour des sociétés Total, Kéolis, Electricité Réseau Distri-

bution France (ERDF, filiale à 100 % du groupe EDF) et de l'Union des entreprises de sécurité privée (USP) de s'engager aux côtés du ministère pour proposer des offres d'emploi adaptées au personnel souhaitant quitter la Défense. De nombreux militaires n'effectuent, en effet, que des carrières courtes et l'on en compte envi-



ron 30 000 chaque année à retourner à la vie civile. « L'idée était de mettre en place une vraie gestion prévisionnelle des ressources humaines favorisant la reconversion et la réinsertion des militaires et des salariés du ministère de la Défense », a expliqué Hervé Morin.

Certaines entreprises s'adressent directement au ministère, d'autres passent d'abord par des organisations professionnelles comme Transport Logistique de France (TLF)*. « Dix entreprises adhérentes de TLF ont signé le mois dernier, explique Hervé Cornède, son délégué général. Mais nous avons passé un accord cadre global avec le ministère en 2008, les entreprises traitant ensuite avec ce dernier en fonction de leurs besoins. Nous cherchons à recréer cette situation où la Défense constituait un vivier à l'époque du service militaire. Ensuite, nous voulons mieux faire connaître ce que nous proposons. »

Pour Hervé Cornède, ces conventions diffusent une meilleure information entre le ministère et TLF qui, tous métiers confondus, représente 720 000 personnes. « Nous avons parfois du mal à trouver du personnel qualifié avec des profils variés. Or, ce personnel existe au sein des armées. Nous ne proposons pas que des emplois de conducteurs ou de caristes ! Nous recherchons par exemple beaucoup de gens dans le domaine des douanes et nous avons besoin de personnes capables d'encadrer et de mener des hommes. De plus, comme les armées, nous sommes

géographiquement présents sur toute la France et l'Outre-mer. » L'accord cadre signé devrait aussi entraîner une amélioration sensible du recrutement pour les entreprises. « Notre couverture territoriale est importante, mais nous sommes très décentralisés, et il nous manque un éche-

« L'idée était de mettre en place une vraie gestion prévisionnelle des ressources humaines favorisant la reconversion et la réinsertion des militaires et des salariés de la Défense »

lon local, déplore Hervé Cornède. Une problématique existant chez bon nombre d'entrepreneurs qui recherchent du personnel hors des grands bassins d'emplois. C'est pourquoi le ministère de la Défense vient d'ouvrir la première agence

de reconversion « Défense Mobilité » (voir encadré).

Michel Bleitrach, président du directoire de Kéolis, opérateur privé de transport public de voyageurs, voit dans le personnel du ministère de la Défense « une ressource qui a le sens du service public. Et nous avons besoin de collaborateurs sur l'ensemble du territoire. C'est exactement ce que peut nous proposer l'armée. »

Pour Ghislaine Prost, de la direction d'Électricité réseau distribution France (ERDF), « ce partenariat avec la Défense ►

PLAN DE RELANCE : une PME charentaise équipera l'armée de terre en tapis anti-sable. Cette première commande à une entreprise française est la première s'inscrivant dans le volet défense du plan de relance de l'économie française dans laquelle le ministère de la défense injectera 2,4 milliards d'euros dans la recherche, l'industrie, le bâtiment et les travaux publics.

LES ARMÉES REÇOIVENT LE TROPHÉE DES BINÔMES PDG/DRH pour l'intégration et la solidarité. Le général Georgelin, chef d'état-major des armées (CEMA), a reçu le 18 mars dernier ce prix en compagnie du général Chalmel, chef de la division des ressources humaines à l'état-major des armées, récompensant ainsi leur politique de gestion du personnel.

L'ARMÉE DE TERRE MET EN PLACE SA POLITIQUE D'EMPLOI et de gestion des parcs (PEGP) de chars. Hervé Morin, ministre de la Défense, s'est rendu sur le camp de Mourmelon (Marne) le 9 mars dernier pour se faire présenter cette démarche qui vise à optimiser l'emploi des équipements lourds de l'armée de terre et leur entretien.

LE CEMA SUR LA BASE DE DÉFENSE EXPÉRIMENTALE DE CLERMONT-FERRAND. Le chef d'état-major des armées (CEMA), le général d'armée Jean-Louis Georgelin, s'est rendu le 9 mars à Clermont-Ferrand pour évaluer l'expérimentation du concept de base de Défense (BdD). Il s'est entretenu avec les commandants des principales formations qui lui ont fait part des solutions expérimentées, de leurs préoccupations et de leurs attentes.

Défense Mobilité, agence unique de reconversion de la Défense

Créée à la fin du mois de mars, l'agence de la reconversion de la Défense a pour objectif d'améliorer le retour à la vie professionnelle civile des militaires en regroupant au sein d'un organisme unique les unités chargées de la reconversion et l'accompagnement vers l'emploi

(Air Mobilité, Marine Mobilité et Terre reconversion). Ainsi, les militaires et les sociétés qualifiées n'auront plus qu'un seul interlocuteur, Défense Mobilité, qui mettra en adéquation la recherche d'emploi des bénéficiaires et les offres de reconversion des entreprises. L'Agence

étendra son périmètre d'action au personnel civil concerné par les restructurations issues de la nouvelle carte militaire, ainsi qu'aux conjoints. Elle sera placée sous l'autorité du Directeur des ressources humaines du ministère de la Défense (DRH-MD).



Malgré une situation économique difficile, les signataires de conventions de reconversion restent optimistes.

► donne à l'entreprise l'accès à une grande diversité de profils, d'âges et de parcours ». Elle voit dans ces recrutements futurs un bon moyen de « préparer l'avenir » alors qu'ERDF souhaite « renforcer et renouveler les compétences sur les activités en développement » et qu'il doit faire face à des « départs en retraite massifs ».

Malgré une situation économique difficile, les signataires de conventions de reconversion restent optimistes. Dans sa branche, qui emploie 160 000 personnes, Claude Terlet, président de l'Union des entreprises de sécurité privée (USP) estime à 100 000 les besoins de recrutement dans les dix ans à venir, tandis que, chez Total, on parle de « 8 000 emplois par an à travers le monde », selon Jean-Jacques Guilbaud, secrétaire général du groupe pétrolier. Quant à ERDF, « sur les huit derniers mois, nous avons embauché douze personnes du ministère

de la Défense en CDI », précise Ghislaine Prost. Deux recrutements sont en cours et quatre autres sont bien engagés. Par ailleurs, six conventions de périodes d'adaptation en entreprise sont lancées. Elles devraient déboucher sur une embauche définitive au second trimestre 2009. » Difficile, en revanche, pour Hervé Cornède de chiffrer les embauches réalisées par les sociétés de TLF depuis la signature des conventions : « Hors crise, nous savons que notre secteur crée 10 000 emplois par an. Avec l'accord cadre que nous avons signé, nous aurons une meilleure remontée des chiffres. »

Dans les conventions de partenariat, le ministère de la Défense et les entreprises signataires s'engagent à améliorer le suivi dans le processus de recrutement. A cet effet seront mises en place des rencontres au niveau régional et local entre ces dernières et des agents du ministère, de façon à limiter les intermédiaires. En

outre, ces partenariats seront « évalués » grâce à un système de suivi des contrats, du dépôt des CV au recrutement. Ces conventions concernent les militaires désireux de se reconvertir mais aussi le personnel civil ainsi que les conjoints. Pour réussir le retour à la vie civile et la reconversion professionnelle des militaires, « nous avons besoin des PME », a reconnu Hervé Morin après la signature des conventions. Mais nous avons aussi une chance unique, a ajouté le ministre de la Défense. Notre personnel est apprécié... »

Julien Fouineau

* TLF est une organisation professionnelle regroupant 10 000 entreprises adhérentes, dont elle défend les intérêts. Elle est la seule à couvrir l'ensemble des métiers de la logistique (entrepôt, assemblage de pièces détachées, distribution) et du transport (routier, ferroviaire, messagerie express, etc.)

Projet immobilier les solutions du GMPA



Votre projet immobilier :

- ASSURANCE
- CAUTION
- PRÊT

Comme la majorité des Français **vous souhaitez devenir propriétaire**. Savez-vous que tout emprunteur doit être couvert en cas de décès, d'invalidité et d'insolvabilité et que ces garanties peuvent être souscrites auprès d'un autre organisme que votre banque ?

Le GMPA est là pour vous accompagner dans le montage de votre projet immobilier grâce à :

- des assurances à taux préférentiels pour couvrir vos prêts immobiliers en toute liberté.

Avec nos partenaires :

- une caution immobilière sécurisée par l'adossment à un important organisme financier pour garantir votre prêt à un coût particulièrement intéressant,
- une offre de prêts souple et complète pouvant aller jusqu'à 100 % de la valeur d'acquisition sans obligation de changer de banque ou d'ouvrir un compte bancaire particulier,

... et un conseiller qui vous connaît bien à vos côtés.



**La Prévoyance des forces
de défense et de sécurité**

01 58 85 04 00

www.gmpa.asso.fr

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

Adresser au : GMPA - Tour Neptune - 20, place de Seine - 92086 La Défense Cedex

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____ Ville : _____
E-mail : _____

Quelques renseignements vous concernant

Age : _____
Situation de famille : _____
Adhérent GMPA n° (éventuellement) : _____

Je souhaite obtenir davantage d'informations sur "Les solutions immobilières du GMPA":

☐ ASSURANCES ☐ CAUTION ☐ PRÊTS

Je vous remercie :

- ☐ de m'adresser une documentation par courrier
- ☐ de me contacter par téléphone :

Domicile :	entre	h et	h
Bureau :	entre	h et	h
Portable :	entre	h et	h

Dépenses de fonctionnement

la Défense meilleure élève

Premier acheteur de l'Etat, la Défense s'est illustrée par sa politique de réduction des coûts lors de la première Convention nationale des achats, qui s'est réunie à Paris en mars.

« Dans l'effort interministériel d'amélioration de la politique des achats impulsé il y a deux ans, la Défense est de loin la mieux organisée. » Pour Jean-Baptiste Hy, directeur de l'Agence centrale des achats rattachée au ministère de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi, le ministère de la Défense fait partie des bons élèves. A l'occasion de la première Convention nationale des achats organisée le 3 mars dernier, 500 personnels civils et militaires en charge des achats de fonctionnement* ont pu ainsi constater l'état d'avancement de la réforme dans laquelle ils sont engagés dans le cadre de la modernisation de l'institution militaire.

NICOLAS-NELSON / ECPAD



Jean Bouverot, chef de la Mission achat de la Défense.

La Défense est en effet le premier acheteur de l'État, avec 4 milliards d'euros, contre 6 milliards pour l'ensemble des autres ministères. Comme le rappelait le chef de la Mission achat, Jean Bouverot, lors de la mise en place de cette structure qui coordonne la réforme, l'objectif « est de permettre au personnel de la Défense de bénéficier d'un service au moins équivalent à moindre coût, tout en veillant en permanence à satisfaire aux besoins des formations opérationnelles, tant pour leur projection que pour leur préparation ».

Outre la performance économique, les efforts portent également sur la professionnalisation de cette filière par une politique de formation. A l'horizon 2014-2015,

les économies attendues sont de l'ordre de 5 % à 10 % des dépenses d'achats. Pour atteindre cet objectif, la Mission achat a défini une stratégie visant à redéfinir le besoin avec les fournisseurs sur des contrats de plus de 1 million d'euros et sans impact sur l'organisation du ministère (fournitures de bureau, impression, etc.). « En 2009, les économies seront de

16 millions d'euros, soit le triple de ce qui avait été prévu », a expliqué, lors de la Convention, le Secrétaire général pour l'administration (SGA), Christian Piotre. La mise en place de nouvelles stratégies d'achats dans des domaines comme Internet, l'électricité ou le gaz vont permettre de dégager des économies.

Invité à s'exprimer à cette journée d'information, Antoine Doussaint, directeur des achats du groupe La Poste, reconnaît les mêmes problématiques au sein de son entreprise. « 300 000 personnes travaillent à La Poste dans quatre métiers : courrier, colis, banque et réseaux de bureaux de poste. Ces secteurs sont responsables de leurs achats "métiers", un peu à la manière de chaque armée dès lors qu'il s'agit d'opérationnel. Mais nous avons regroupé un certain nombre d'achats communs qui représentent 2 milliards d'euros, sur un total de 6,5 milliards. »

Julien Fouineau

*Achats courants hors armement, comme le matériel informatique et de bureau, l'alimentation, etc.

TERRE, AIR, MARINE : LES ARMÉES ONT PARTICIPÉ À L'OPÉRATION « LE TRAIN POUR L'EMPLOI ET L'ÉGALITÉ DES CHANCES ». Cette opération, à laquelle la Défense participe pour la deuxième année consécutive, a permis à des demandeurs d'emploi de rencontrer des professionnels du recrutement du secteur public et privé dans plusieurs gares de France métropolitaine. Elle s'est déroulée du 17 au 31 mars.

CRÉATION DE L'INSTITUT DE RECHERCHE BIOMÉDICALE DES ARMÉES (IRBA). C'est sur le site militaire de Brétigny-sur-Orge (Essonne) que l'IRBA, nouvel institut unique et modernisé, regroupera progressivement les personnels de ses antennes grenobloise, marseillaise et toulonnaise jusqu'à l'horizon 2013-2014. La recherche y sera organisée selon trois pôles : facteurs humains, risques NRBC et recherche médicale opérationnelle.

DGA : 20 MILLIARDS D'EUROS DE COMMANDES EN 2009. La Délégation générale pour l'armement (DGA) a présenté, le 17 mars, son bilan d'activité pour l'année 2008. Plus de 9 milliards d'euros ont été investis dans l'industrie et près de 700 millions d'euros dans la recherche et technologie. En 2009, la DGA notifiera pour plus de 20 milliards d'euros de commandes, dont 820 millions d'euros d'études amont.

LE PROJET BALARD SERA LE « PIVOT DE LA RÉFORME DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE », SELON HERVÉ MORIN. Le ministre de la Défense en a présenté les différents aspects devant un parterre de journalistes le 26 mars dernier. Le site de Balard, dans le 15^e arrondissement de Paris, regroupera à l'horizon 2014 et autour du ministre, les états-majors des trois armées, le Centre de planification et de conduite des opérations (CPCO), la Délégation générale pour l'armement (DGA) et les directions et services du Secrétariat général pour l'administration (SGA).



L'Entreprise de VINCI Energies
dédiée à la Défense et à l'Aviation Civile

GTIE Air & Défense

Nos missions :

- Le déploiement des Systèmes de Management et de Contrôle du Trafic Aérien (ATM/ATC),
- Le déploiement des Systèmes d'Informations et de Commandement,
- L'ingénierie et la production d'équipements tactiques,
- Les Services de proximité associés.

Nos domaines d'activité :

- Les systèmes NAVAIDS,
- Les systèmes de Communications (HF, VHF, FH, etc),
- Les systèmes RADAR,
- Les réseaux informatiques et de Sécurité (LAN, MAN, WAN, etc),
- Les systèmes de Protection de Sites Sensibles.

Des solutions afin de répondre aux exigences d'intégration, de Déploiement et de Maintenance des Systèmes fixes et mobiles en France et à l'Etranger.



Partout où
la rigueur
et la sécurité
s'imposent...



6, avenue de la Ballique
91140 Villebon sur Yvette
Tél : 01 69 93 80 68
Fax : 01 69 20 05 57
www.gtie-airdefense.fr

Une société de **VINCI** 



UN AUTRE REGARD SUR LA GUERRE D'ALGÉRIE

*Le témoignage inédit d'un des chefs de la
SAS en Kabylie.*

*Le cas de conscience du capitaine Oudinot
déchiré entre l'honneur et la discipline.*

• 1 film • 3 témoignages uniques • 1 document d'archives • 1 livret repère de 68 pages •

19,90 € TTC*

ecpa ▶ d

BON DE COMMANDE

(à découper ou à recopier)

À renvoyer, accompagné de votre règlement par chèque à l'ordre de : l'agent comptable de l'ECPAD
ECPAD • Pôle commercial, département ventes - 2 à 8, route du Fort - 94205 Ivry-sur-Seine Cedex
Tél. : 01 49 60 59 61 - Fax : 01 49 60 52 40 - ventes-archives@ecpad.fr - www.ecpad.fr

Mme, Mlle, M Prénom
Rue
Ville Code postal
Tél. E-mail

Je commande exemplaire(s) du DVD **LE DESTIN D'UN CAPITAINE** au prix de 19,90 € TTC l'unité, soit un total de € TTC.

Date :

Signature :

☐ Je souhaite recevoir gratuitement le catalogue 2009

*** Frais d'expédition offerts
pour la France métropoli-
taine ; autres destinations,
nous consulter.**

Conditions générales de vente
disponibles sur www.ecpad.fr



Otan

Une nouvelle tribune

Le retour de la France dans les commandements de l'organisation militaire tient plus de la continuité que d'une réelle rupture. Pour le chef de l'Etat, cette réintégration est d'abord le moyen de renforcer le rôle de la France et de l'Europe sur la scène internationale.

Le sommet du 60^e anniversaire de l'OTAN, qui s'est déroulé à Strasbourg et Kehl, en Allemagne, les 3 et 4 avril, a scellé le retour de la France dans les structures militaires intégrées de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (Otan). Depuis 1966, date de son retrait des états-majors militaires de l'organisation, la France n'avait quitté ni l'Alliance elle-même, ni ses structures civiles. Comprendre par là que la France était toujours une alliée et qu'elle

disposait encore d'une représentation au niveau politique. En revanche, les officiers de ses armées ne faisaient plus partie des structures de commandement communes aux pays membres.

« *Le moment est donc venu de mettre fin à cette situation* » (1). La décision du Président de la République a suscité le débat en France, dans la société civile et au Parlement. L'annonce présidentielle découle toutefois plus d'un constat que d'une volonté de révolution-



MICHAEL URBAN / AFP

ner la position française. Le rapprochement avec l'organisation atlantique s'opère depuis le début des années 80, transcendant les alternances politiques. « En juin 1983, le Président de la République d'alors était François Mitterrand. Un Conseil atlantique s'est tenu à Paris pour la première fois depuis le retrait français », a rappelé le chef de l'Etat lors du colloque de la Fondation pour la recherche stratégique (FRS), le 11 mars. Lors de son audition, le 12 février 2009, par les députés des commissions de la Défense et des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale, le Secrétaire général de l'Otan, Jaap de Hoop Scheffer, a décrit cette continuité : « Depuis 1993, le chef d'état-major des armées a, d'abord au cas par cas, participé à nouveau aux réunions du comité militaire, puis, à partir de 1996, de manière systématique. Depuis 1994, le ministre français de la Défense prend une part active aux réunions ministérielles du Conseil de l'Atlantique Nord. Et depuis 2003, ce ne sont pas moins de cent dix officiers français qui sont présents dans les commandements alliés

“Transformation” ACT, à Norfolk, et “Operations” ACO, au SHAPE, près de Mons. » [Respectivement : le commandement chargé de transformer l'organisation militaire de l'OTAN, celui chargé de la conduite des opérations au Suprem Headquarter Allied Power in Europe (SHAPE), c'est-à-dire le quartier général des puissances alliées en Europe : NDLR]. (2)

« En 2004, [avec] le Président Jacques Chirac, rompant avec le tabou de 1966, nous avons commencé à insérer des militaires français dans la structure intégrée : depuis lors, le drapeau français flotte de nouveau devant le QG de l'Otan. »

En 1999, la France s'engage au Kosovo sous la bannière de l'Etoile du Nord. Rapidement, une force internationale de sécurité basée à Kaboul est placée sous le commandement de l'Alliance. A ce jour, la France demeure engagée dans l'opération et a gagné, à ce titre, lors du sommet de Strasbourg, le qualificatif « d'alliée indéfectible en Afghanistan », de la part du Président américain, Barack Obama. « En 2004, [avec] le

Président Jacques Chirac, rompant avec le tabou de 1966, nous avons commencé à insérer des militaires français dans la structure intégrée : depuis lors, le drapeau français flotte de nouveau devant le QG de l'Otan », précise Nicolas Sarkozy dans son intervention pour ►

pour la voix de la France

Réactions face à la réintégration de la France dans les structures de commandement militaire de l'OTAN

La France a achevé, en mars, son plein retour dans les structures de commandement militaire de l'Otan, après quarante-trois ans d'absence. Réintégration qui a été saluée par les 28 chefs d'Etat et de gouvernement membres, lors du sommet de Strasbourg-Kehl. Réactions.

ANGELA MERKEL, chancelière d'Allemagne



« La participation, à part entière, de la France à l'Otan sera bénéfique pour l'Alliance et pour l'Europe. Cela renforcera

la possibilité de faire en sorte que la politique européenne de sécurité et de défense puisse porter ses fruits. »

BARACK OBAMA, président des Etats-Unis



« J'accueille avec enthousiasme la décision du président Nicolas Sarkozy de pleinement réintégrer la France à l'Alliance atlantique. La

participation de la France à la structure de commandement militaire de l'Otan contribuera à une Alliance plus forte et une Europe plus forte. »

JAAP DE HOOP SCHEFFER, secrétaire



général de l'Otan

« La France reprend toute sa place au sein de l'Otan, pour le plus grand avantage de l'Alliance et aussi de l'Union européenne. Nous nous félicitons (ndlr : les alliés) de la décision de la France de participer pleinement aux structures de l'Otan. »

► la Fondation pour la recherche stratégique. Par la suite, trois états-majors français (à Lille, Lyon et Toulon) obtiennent la « certification » de leur aptitude à conduire une opération alliée. Aussi, au-delà de l'impression de rupture donnée par la décision, « *il s'agit donc d'un processus continu à travers tous les gouvernements successifs, de droite ou de gauche : un processus [...] qui n'a connu aucun recul* », souligne le chef de l'Etat.

La situation d'avant la réintégration est perçue comme ambiguë par certains membres, et à plus d'un titre. Celui de l'engagement opérationnel d'abord : « *On trouve bien d'envoyer nos soldats sur le terrain, mais on trouve trop engageant de mettre nos généraux dans les comités militaires* », stigmatise Nicolas Sarkozy. Mais aussi celui de l'engagement diplomatique « *l'Otan est donc la seule organisation internationale du monde où la France ne cherche pas à être présente et influente ! [il n'y a] pas d'autre exemple* », assène le Président de la République.

« Nous avons connu une vraie relance de politique européenne de sécurité et de défense pendant la présidence française, car nous avons cessé d'opposer Europe de la défense et l'Alliance Atlantique. »

(Hervé Morin)

Si la décision du chef de l'Etat se présente comme la verbalisation d'un lent mouvement qui ne disait pas son nom, elle se veut également une mise en cohérence de la situation officielle du pays avec la réalité de sa position. Aussi, la sortie française hors de l'ambiguïté est donc, pour Nicolas Sarkozy, un renforcement de sa position : « *Le rapprochement avec l'Otan conforte l'indépendance nationale* », à l'inverse d'un éloignement, qui « *limite [...] nos marges de manœuvre* ».

Ainsi, l'Alliance devient une caisse de résonance de la voix française dans l'agora internationale. Une posture à l'opposé de la « nation solitaire » qui se condamne aujourd'hui à n'être qu'une « nation qui n'a pas d'influence ». Et cette fonction d'amplification est l'articulation avec le deuxième grand argument.

En effet, si ce mouvement profite à la France, il profite surtout à l'Union européenne. Politique européenne de sécurité et de Défense (PESD) comprise. Un France plus forte dans, et grâce à l'Otan, c'est aussi une Europe plus forte dans l'Otan. L'accusation d'une alliance dominée

Ci-dessous de haut en bas :

Le Président de la République, Nicolas Sarkozy ;

Le ministre de la Défense, Hervé Morin, et son homologue allemand, Franz Josef Jung ;

Les chefs d'Etat avant la photo officielle sur la passerelle de Kehl

Nicolas Sarkozy, Anders Fogh Rasmussen et Jaap de Hoop Scheffer, futur et actuel secrétaire général de l'Otan.



par les Etats-Unis est retournée : « *Si la France prend toutes ses responsabilités dans l'Otan, c'est l'Europe qui sera plus influente dans l'Otan. Et donc, l'Otan ne sera pas une organisation exclusivement dominée par les Etats-Unis* », démontre le chef des armées. Indépendamment du poids militaire des Etats-Unis, le bilan politique est en effet largement favorable aux Européens au sein de l'Alliance : 21 des 28 pays membres de l'organisation le sont également de l'UE. « *Les Européens ne peuvent pas espérer peser au sein de l'Otan si la France, une des deux puissances militaires majeures de l'Europe, reste en dehors. Il y a une contradiction à vouloir européeniser l'Otan et à ne pas y jouer pleinement notre rôle* », avait expliqué le ministre de la Défense, Hervé Morin, lors d'une interview au journal L'Express (3). Le



Les avancées

C'est à Strasbourg et à Kehl, des deux côtés des rives du Rhin, à la frontière franco-allemande et sous le signe de l'amitié des deux pays, que s'est tenu le sommet du 60^e anniversaire de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (Otan). Réunis au Palais de la musique et des congrès de la capitale alsacienne, les 3 et 4 avril, les chefs d'Etat et de gouvernement des 28 pays membres de l'Alliance atlantique ont pu aborder l'ensemble des questions au centre de leurs préoccupations : de l'Afghanistan, aux relations avec la Russie en passant par la redéfinition de la stratégie de l'organisation établie en 1999.

L'Afghanistan, notamment, est le point sur lequel les dirigeants ont le plus avancé. Considérée comme une « priorité essentielle » pour l'Otan, la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) déployée dans ce pays devrait être renforcée. Plusieurs Etats membres se sont en effet engagés à envoyer des troupes supplémentaires – jusqu'à 5 000 hommes –, selon la Maison Blanche, afin de sécuriser l'élection présidentielle afghane, prévue en août prochain.

Les Alliés ont approuvé la nouvelle stratégie américaine pour l'Afghanistan, qui défend une approche de la gestion de la crise « *combinant plus efficacement capacités militaires et civiles* », selon la déclaration établie à l'issue du sommet. Une « *approche de l'Union européenne reprise par les Américains* », ainsi que l'a souligné le Président de la République, Nicolas Sarkozy, et qui devrait donc contribuer à rapprocher l'Alliance atlantique de l'Europe.

C'est aussi durant le sommet que le futur secrétaire général de l'Otan a été désigné. L'actuel Premier ministre danois, Anders Fogh Rasmussen, succédera ainsi à Jaap de Hoop Scheffer, dont le mandat prend fin le 31 juillet prochain.

Enfin, les Alliés ont profité de cet événement pour saluer l'entrée de deux nouveaux membres : l'Albanie et la Croatie, depuis le 1^{er} avril, ainsi que la décision française de réintégrer les structures de commandement militaire de l'organisation.

Quant au nouveau concept stratégique de l'Alliance, il devrait être adopté au cours du prochain sommet.

Les présidents américain et français lors de l'hommage au drapeau au Palais de Rohan, à Strasbourg.

ministre rappelle par ailleurs que « nous avons connu une vraie relance de la politique européenne de sécurité et de défense pendant la présidence française, car nous avons cessé d'opposer Europe de la défense et l'Alliance atlantique ».

Laurent Bastide

1. « La France, la défense européenne et l'Otan au 21^e siècle », colloque organisé par la FRS, 11 mars 2009. Téléchargeable sur www.elysee.fr.

2. « Audition, conjointe avec la commission des affaires étrangères, de M. Jaap de Hoop Scheffer, secrétaire général de l'Otan », Assemblée nationale, jeudi 12 février 2009, compte-rendu n° 34.

3. « La France et l'Europe auront plus de poids au sein de l'Otan », par Jean-Michel Demetz, L'Express, le 19/02/09.

OTAN

5 clés pour comprendre

- 1** De Washington à Kehl, une alliance de 60 ans
- 2** Le général Pascal Vinchon, représentant militaire de la France au siège de l'Otan explique le fonctionnement de l'organisation et les conséquences pour la France de sa pleine réintégration
- 3** La Force de réaction, étape majeure de l'évolution de l'Otan
- 4** Le Caspoa, premier centre français estampillé Otan
- 5** La culture Otan existe-t-elle ?

DOSSIER RÉALISÉ PAR CYNTHIA GLOCK - YANN BRAND - JULIEN FOUINEAU

OTAN





4 **Le Caspian, premier centre français estampillé Otan**

Le Centre de formation pour les officiers de la marine française, basé à Lorient, a été officiellement inauguré par le commandant en chef de la marine, l'amiral Luc Boisson, le 15 octobre 2011. Ce centre, qui accueillera les futurs officiers de la marine, est le premier à être estampillé Otan.

5 **La culture Otan existe-t-elle ?**

La culture Otan existe-t-elle ? C'est la question que se posent de nombreux citoyens. La culture Otan est une culture qui se construit au fil du temps, à travers les actions et les décisions des membres de l'Organisation.

4 **Le Caspian, premier centre français estampillé Otan**

Le Centre de formation pour les officiers de la marine française, basé à Lorient, a été officiellement inauguré par le commandant en chef de la marine, l'amiral Luc Boisson, le 15 octobre 2011. Ce centre, qui accueillera les futurs officiers de la marine, est le premier à être estampillé Otan.

5 **La culture Otan existe-t-elle ?**

La culture Otan existe-t-elle ? C'est la question que se posent de nombreux citoyens. La culture Otan est une culture qui se construit au fil du temps, à travers les actions et les décisions des membres de l'Organisation.

4 **Le Caspian, premier centre français estampillé Otan**

Le Centre de formation pour les officiers de la marine française, basé à Lorient, a été officiellement inauguré par le commandant en chef de la marine, l'amiral Luc Boisson, le 15 octobre 2011. Ce centre, qui accueillera les futurs officiers de la marine, est le premier à être estampillé Otan.

5 **La culture Otan existe-t-elle ?**

La culture Otan existe-t-elle ? C'est la question que se posent de nombreux citoyens. La culture Otan est une culture qui se construit au fil du temps, à travers les actions et les décisions des membres de l'Organisation.

De Washington à Kehl une alliance de 60 ans

Créée au lendemain de la deuxième guerre mondiale, l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord protégeait les pays de l'Alliance contre la menace soviétique. Après la chute du Mur de Berlin, les objectifs ont changé et l'Otan s'est engagée dans un partenariat accru avec l'Europe.

« **L'**Otan a davantage changé ces vingt dernières années que dans les quarante qui ont précédé, affirme Bruno Tertrais, maître de recherche à la fondation pour la recherche stratégique. *Le paradoxe de cette organisation est que ses missions n'ont fait l'objet d'une montée en puissance progressive qu'à partir de la fin de la guerre froide. Un triple élargissement s'est produit : celui de son appartenance – le nombre de ses membres a presque triplé –, celui de ses missions – le soutien de la paix est son pain quotidien –, et celui de son champ d'action géographique – qui n'a désormais plus de limites. »*

Ruinée par la deuxième guerre mondiale, l'Europe est, dès 1945, le lieu d'affrontement entre les deux grands vainqueurs. Les Etats-Unis, première puissance économique mondiale, sont seuls encore à détenir l'arme nucléaire, qu'ils ont utilisés à la fin du conflit contre le Japon, à Hiroshima et Nagasaki. En face, l'Union soviétique, forte de son armée, dont le régime autocratique de Staline incarne le communisme. Une ère de tensions et de confrontations idéologiques et poli-

tiques s'ouvre pour une quarantaine d'années pendant lesquelles les deux grandes puissances chercheront à étendre leur sphère d'influence : la guerre froide a commencé.

En 1948, l'Union soviétique occupe militairement la Tchécoslovaquie. Face à cette agression, les Etats-Unis, le Canada, et dix pays d'Europe – Belgique, Danemark, France, Islande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni – créent l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (Otan) en 1949. Dans le Traité de Washington, texte fondateur de l'Alliance, signé le 4 avril, les nations membres affirment leur volonté de vivre en paix avec tous les peuples et leur détermination à sauvegarder leur liberté, leur héritage commun et leur civilisation, fondés sur les principes de la démocratie et du droit. L'article 5 stipule en particulier qu'« une attaque armée contre l'une d'entre elles survenant en Europe ou en Amérique du Nord sera considérée comme une attaque dirigée contre toutes les parties ».

Les Soviétiques, qui possèdent l'arme atomique depuis 1949, répliquent par la signature, en 1955, du Pacte de Varsovie,

accord de défense réciproque regroupant autour de l'URSS sept pays satellites d'Europe centrale : Albanie, Bulgarie, Hongrie, Pologne, République démocratique allemande (RDA), Roumanie et Tchécoslovaquie, dont les forces sont placées sous un commandement unifié. Basée sur l'équilibre de la terreur, la guerre froide entraîne les deux grandes puissances dans une coûteuse course aux armements qui finira par avoir raison du régime communiste. Sitôt arrivé au pouvoir, en 1985, Mikhaïl Gorbatchev entreprend des réformes politiques et économiques pour sauver son pays de la faillite et s'engage dans un réchauffement des relations avec l'Ouest. Certaines républiques de l'Union soviétique, dont les pays baltes et l'Ukraine, revendiquent leur indépendance. En 1989, le mur de Berlin tombe. Deux ans plus tard, l'URSS implose et le Pacte de Varsovie est dissous.

L'Europe de l'Ouest, quant à elle, essaie d'achever au plan politique ce qu'elle a commencé en créant la Communauté économique européenne. En 1992, le traité de Maastricht instaure l'Union européenne (UE), qui se dote d'une ►

Un élargissement progressif

1949 - Membres fondateurs : Etats-Unis, Canada, Belgique, Danemark, France, Italie, Islande, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni

1952 - Grèce et Turquie

1955 - Allemagne fédérale

1981 - Espagne

1999 - Hongrie, Pologne et République tchèque

2004 - Estonie, Lettonie, Lituanie, Bulgarie, Roumanie, Slovaquie, Slovénie

2009 - Croatie et Albanie



**4 avril 1949 :
Robert Schuman,
ministre français
des affaires
étrangères, signe
le Traité
de Washington.**

► Politique européenne de sécurité et de défense (PESD) avec l'ambition de renforcer son rôle dans la résolution des crises militaires et civiles internationales. En Europe de l'Est, au contraire, c'est la

pas eu de conséquence majeure pour l'Otan [...]. Il n'y a jamais vraiment eu de pilier européen au sein de l'Alliance atlantique. En revanche, il existe aujourd'hui une véritable complémentarité entre les deux ».

Dès lors, le partenariat entre les deux entités ne cesse de s'intensifier. L'Otan et l'UE signent en 2003, les accords dits de Berlin Plus, par

lequel celle-ci se voit ouvrir « l'accès à des moyens de planification et de conduite d'opérations » de l'Otan pour la gestion de crises. L'opération Concordia

prend ainsi en 2003 le relais de la force de maintien de la paix mise en place par l'Otan depuis 2001 dans l'ex-République yougoslave de Macédoine, tandis qu'Althéa succède à la SFOR (1995-2004) en Bosnie-Herzégovine.

Le partenariat Otan-UE illustre le changement d'objectif de l'Alliance atlantique rendu nécessaire par la disparition des pays communistes. Les attentats du 11 septembre 2001 donnent un autre but à l'existence de l'organisation : la lutte contre le terrorisme international. Pour la première fois, l'Otan invoque l'article 5 du Traité de Washington et lance Active Endeavour, une vaste opération de surveillance en Méditerranée. En 2003, elle prend le

« Il n'y a jamais vraiment eu de pilier européen au sein de l'Alliance atlantique. En revanche, il existe aujourd'hui une véritable complémentarité entre les deux [l'Otan et l'Europe]. »

désunion. Avec la chute du Mur de Berlin et l'affaiblissement des régimes en place émerge le sentiment nationaliste. A la fin des années 80, les Balkans s'embrasent et la Yougoslavie se morcèle pour laisser place à de nouveaux Etats (Croatie et Slovanie en 1991). Mais les autorités de Belgrade, traditionnellement pro-russes, tentent de maintenir par la force l'influence serbe dans la région.

Lorsque la crise des Balkans éclate, seule l'Otan a la capacité d'intervenir pour ramener la paix. La PESD n'en est qu'à ses balbutiements. Jusqu'à la fin des années 90, l'UE et l'Otan n'entretiennent pas de relation officielle. Pour « exister », l'UE doit s'appuyer sur les structures dont dispose l'Otan. La démarche s'avère d'autant plus aisée que l'une et l'autre sont de plus en plus amenées à intervenir simultanément sur les mêmes théâtres d'opérations. Pour Bruno Tertrais, « l'émergence de la PESD n'a



ECPAD

Les troupes de l'Otan à Mitrovica, au Kosovo, en 1999, sont venues s'interposer entre les populations albanaise (ci-dessus) et serbe.

La réintégration pleine et entière de la France

7 mars 1966 : la France se retire du commandement militaire intégré de l'Otan. Le général De Gaulle, alors président de la République, défend le principe de souveraineté nationale : « *La défense d'un pays, tout en étant combinée avec celle d'autres pays, doit conserver un caractère national.* » La France, qui procède depuis peu à ses propres essais atomiques, ne veut plus avoir à stocker des armements nucléaires étrangers sur son sol. Le SHAPE (*supreme headquarters allied power in Europe* – grand quartier général des puissances alliées en Europe) quitte Paris pour Bruxelles. La France ne participera plus à certains organes de planification et de commandement militaire, mais reste membre de l'Alliance.

1993 : le président de la République, François Mitterrand, souhaite que le chef d'état-major des armées (CEMA) participe, au

cas par cas, aux réunions des CEMA des Etats membres, et que le ministre de la Défense participe au conseil des ministres. En 1995, son successeur, Jacques Chirac, décide que le CEMA siège de façon permanente au comité militaire. La France admet qu'une Europe forte ne peut exister qu'au sein d'une Alliance atlantique forte. Paris accepterait une réintégration complète si l'Alliance laisse une plus grande place à l'UE. Les négociations n'aboutissant pas, la France ne réintègre que le comité militaire et le conseil des ministres de l'Otan.

Aujourd'hui : la France est un des premiers contributeurs financiers de l'Alliance, et participe à la plupart de ses opérations militaires. Considérant qu'il est plus facile d'agir au centre de l'institution, la France décide de réintégrer pleinement le commandement de l'Otan.

«Plus que d'une politique d'élargissement, il faut parler de l'attractivité de l'Alliance»

Qu'en est-il de la politique d'élargissement de l'Otan ?

Plus que d'une politique d'élargissement, il faut parler de l'attractivité de l'Alliance. Depuis 1999, dix anciens pays membres du pacte de Varsovie et la Slovaquie ont rejoint l'Otan. Durant le sommet de Strasbourg/Kehl, l'Albanie et la Croatie l'ont aussi rejointe. L'Ukraine et la Géorgie intégreront l'Alliance lorsque les réformes démocratiques de leurs systèmes de défense et leurs institutions, leur permettront d'en réunir les conditions. Le mouvement de ces pays correspond à la volonté de renforcer leurs relations avec l'Union européenne et de rejoindre l'Alliance pour leur sécurité. Ce processus, qui place l'Alliance au cœur des problématiques de sécurité sur l'ensemble du continent européen, se poursuivra dans les années à venir, attestant de la vitalité du lien transatlantique et de l'importance durable que jouera l'Otan pour l'organisation de la sécurité et de la stabilité en Europe.

Que pouvez-vous nous dire du prochain concept stratégique de l'Otan ?

A Strasbourg / Kehl, le 4 avril, la Déclaration sur la Sécurité de l'Alliance (DAS) approuvée par les chefs d'Etat et de gouvernement a tracé les grands axes du concept stratégique à définir, qui sera examiné en 2010 au Sommet de Lisbonne. D'ici là, un groupe de "sages" travaillera sous le contrôle du Conseil atlantique pour le préparer. Le concept actuel, qui date de 1999 et tirait les enseignements des crises des Balkans (Bosnie, Kosovo), doit être révisé pour prendre en compte les menaces



OTAN

et les risques, tels qu'ils se sont accrus, notamment depuis 2001. Le terrorisme, la prolifération des armes de destruction massive, les cyberattaques, la lutte contre la piraterie, la sécurité énergétique, voire les risques liés au changement climatique, font l'agenda quotidien des opérations et des travaux de l'Otan et de sa transformation. Il est donc essentiel de décider si et comment ces menaces et ces risques relèvent de l'Article 5 du Traité de Washington. Le Livre blanc français de 2008 l'affirme, la défense de nos nations et de nos citoyens ne s'opère plus à nos frontières immédiates. Il s'agit de décider comment la défense territoriale s'articule aux missions à distance. Ce nouveau concept impliquera une nouvelle phase de transformation de l'Alliance, ce qui placera le commandement de la transformation (ACT), basé à Norfolk, au centre des travaux à venir. Enfin, les membres de l'Otan vont définir leurs engagements communs pour la prochaine décennie. Ce sera, en tout état de cause, un élément essentiel pour la politique de défense de la France et l'exercice de sa souveraineté.

Comment les relations UE / Otan vont-elles évoluer dans les années à venir ?

La relation UE/Otan sera à coup sûr un élément essentiel du concept stratégique de l'Otan, pour plusieurs raisons. D'abord, parce

que la réalité et la crédibilité de la politique européenne de sécurité et de défense (PESD) n'est plus contestée par personne. Les Etats-Unis l'ont affirmé sans ambiguïté à Bucarest, et le Président Obama l'a redit aux alliés de la façon la plus nette à Strasbourg. L'émergence du débat sur la relation UE/Otan est plus qu'une reconnaissance du rôle de l'Union dans le domaine de la défense. D'ailleurs, et c'est la seconde raison, l'UE et l'Otan sont désormais engagées dans des missions complémentaires et également indispensables, au Kosovo et en Afghanistan. Au Kosovo, la mission Eulex et la KFOR travaillent de façon très étroite pour garantir la sécurité des personnes et la stabilité sur le territoire. En Afghanistan, l'UE a une responsabilité dans la formation de la police et chacun sait que la stabilité qu'apporte la FIAS doit être relayée par une police et une justice efficaces. Enfin, il faut rappeler que l'élargissement a eu pour conséquences d'accroître très sensiblement le nombre, et donc l'importance, des Etats membres de l'UE également membres de l'Otan. Aujourd'hui, 21 des 28 membres de l'Otan sont également membres de l'UE. Or, pour les 2 organisations les ressources en forces et en équipements sont celles, et resteront celles des nations. Il y a donc bien une nécessité absolue de coordonner de plus en plus, dans le respect de chaque institution, leurs actions respectives. Dans le cadre de la Présidence de l'UE, la France a fait des propositions importantes en ce sens. Il faudra progresser à nouveau, car comme l'a rappelé Nicolas Sarkozy, l'Alliance est l'expression du lien transatlantique en même temps qu'elle est celle des Européens eux-mêmes.

commandement de la force internationale d'assistance et de sécurité (FIAS) en Afghanistan, agissant sous mandat de l'Onu après le renversement des talibans pour favoriser le retour de la sécurité dans le pays : 56 000 soldats de 41 nations, dont 24 de l'UE (sur 27) y sont aujourd'hui déployés.

Depuis la fin de la guerre froide, l'Otan a dû s'écarter de ses objectifs premiers

pour pouvoir s'adapter à un contexte international bien différent. L'organisation cherche à anticiper les risques de conflits en développant une approche plus globale de la gestion de crises, y compris loin de ses limites géographiques traditionnelles, comme en Afghanistan. « Mais si les missions de l'Alliance sont aujourd'hui multiples, elle n'est pas pour autant une "boîte à outils", souligne Bruno

Tertrais. Elle est bien la seule organisation qui permette de maintenir une relation de défense et de sécurité forte entre l'Amérique du Nord et les pays européens, qui ont des intérêts stratégiques et politiques communs. L'article 5 reste le socle et le cœur de l'Otan, et c'est parce que cette mission existe que les autres sont possibles. »

Cynthia Glock

Général Pascal Vinchon

représentant militaire de la France au siège de l'Otan

« L'Alliance représente plus de 900 millions de citoyens de démocraties d'Amérique du Nord et d'Europe »

Le général Vinchon rappelle comment fonctionne cette institution dont la France réintègre le commandement et ce que cette décision implique pour notre pays.

Pouvez-vous définir en quelques mots ce qu'est l'Otan ?

L'Organisation du traité de l'Atlantique Nord est à la disposition des pays membres de l'Alliance atlantique pour contribuer à leur sécurité commune. Dans cet objectif, les Alliés s'engagent à respecter les objectifs du Traité de Washington, dont nous célébrons le soixantième anniversaire. A Strasbourg, les 26 Alliés ont accueilli aussi deux nouveaux membres, l'Albanie et la Croatie. L'Alliance représente plus de 900 millions de citoyens de démocraties d'Amérique du Nord et d'Europe. L'Otan dispose d'un budget annuel d'environ 2 milliards d'euros. L'anglais et le français en sont les deux langues officielles.



OTAN

Quelles structures composent l'Otan ?

Il y a essentiellement le siège politique et la structure de commandement militaire. Le siège se situe à Evere, dans

la banlieue de Bruxelles. Les ambassadeurs qui représentent les 26 Alliés siègent à égalité autour de la table du Conseil de l'Atlantique Nord, dont toutes les décisions sont prises à l'unanimité. Le Conseil est présidé par le Secrétaire général de l'Otan, le néerlandais Jaap de Hoop Scheffer, qui est élu pour quatre ans.

Existe également, au siège de l'Alliance, un Comité militaire qui regroupe les représentants des 26 chefs d'état-major des armées (Cema), et qui a pour fonction d'émettre des avis militaires à destination du Conseil. Il fonctionne aussi au consensus. Ce Comité militaire est présidé par un ancien Cema, l'amiral italien Giampaolo Di Paola, élu par ses pairs pour trois ans. Le Conseil de



2 nouveaux venus

Suite au Sommet de Strasbourg-Kehl, 2 nouveaux pays ont rejoint le Conseil de l'Atlantique Nord : l'Albanie et la Croatie.

l'Atlantique Nord et le Comité militaire sont respectivement assistés par le Secrétariat international (1 400 fonctionnaires) et par l'état-major international (Emi ; 530 personnes). J'insiste, l'Emi fait partie du siège et garantit que les Cema, au travers du Comité militaire, pourront éventuellement imposer leur avis sur l'emploi de leurs forces. Il ne doit pas être confondu avec la structure de commandement militaire.

Quel est justement le rôle de la structure de commandement militaire de l'Otan ?

Fondamentalement, cette structure a deux grandes missions :

- planifier et conduire les opérations de l'Alliance, du niveau stratégique militaire jusqu'au niveau tactique. C'est le rôle d'ACO, le Commandement allié pour les opérations ;
- planifier et conduire la transformation des capacités militaires de l'Alliance. C'est le rôle d'ACT, le Commandement allié « transformation » (ACT).

Localisé à Mons (Belgique), l'état-major stratégique d'Aco, le Grand Quartier général des puissances alliées en Europe (SHAPE), est l'interlocuteur du siège pour toutes les opérations de l'Otan. Il est dirigé par le Commandant suprême des forces alliées en Europe

(Saceur) et dispose d'états-majors subordonnés :

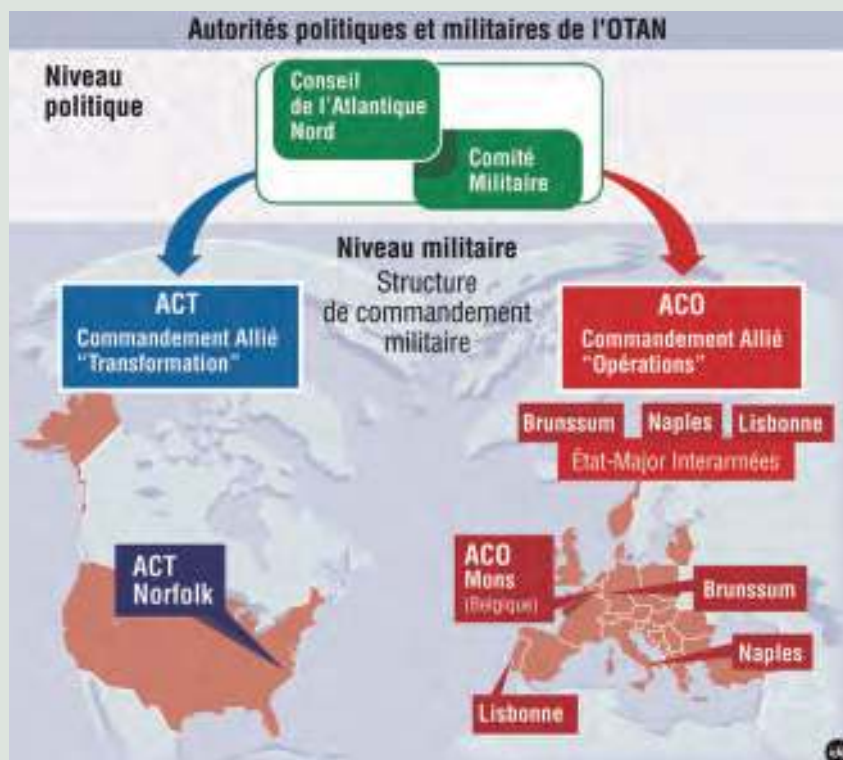
- Brunssum (Pays-Bas), pour les opérations en Afghanistan ;
- Naples (Italie), pour les opérations dans les Balkans ;
- et Lisbonne (Portugal), pour la Force de réaction de l'Otan (NRF).

ACT est, quant à lui, l'état-major stratégique en charge de la préparation de l'avenir. Il est situé à Norfolk (Etats-Unis) et dirigé par le Commandant suprême allié pour la « Transformation » (SACT). En fonction des nouvelles menaces, il élabore les concepts et doctrines qui seront à la base des nouvelles capa- ►



Mitrovica, 2000. Char français de la Kfor dans la partie albanaise de la ville kosovare.

JACK GUEZ / IMAGEFORUM



► cités nécessaires aux Alliés et adapte les modes d'entraînement. Un centre d'entraînement des PC interarmées en Norvège, un centre d'entraînement des forces interarmées en Pologne et un centre interarmées d'analyse du RETEX au Portugal lui sont rattachés.

Des pays non membres de l'Alliance participent-ils à ses activités ?

Autour des 26 Alliés gravitent en permanence près de 45 nations qui possèdent pour un grand nombre d'entre elles, comme la Russie, des représentations permanentes dans un bâtiment à part. Elles participent à différents forums, comme le Conseil Otan-Russie, le Conseil du Partenariat euro-atlantique, le Dialogue méditerranéen, l'Initiative de coopération d'Istanbul ou les réunions de pays contributeurs de troupes. En comptant les 26 Alliés, vous avez donc au total à peu près 70 nations représentées à Bruxelles. Le général français chef de division à l'Emi, le général Lebel, est justement en charge de ces relations militaires internationales et de ces coopérations révélatrices de l'attractivité de l'Otan sur tous les continents.

L'Otan a-t-elle une armée ?

Non, l'Otan n'a ni armée ni d'ailleurs de forces permanentes. Elle dispose simplement d'un système de réseaux protégés permanents couvrant l'ensemble des pays alliés et d'un parc d'une vingtaine d'Awacs [avions de surveillance, ndlr]. Quand les Nations décident de

«Lorsque nous conduisons des opérations militaires, nous devons peser sur l'ensemble du processus décisionnel, nous ne pouvons donc pas nous contenter d'être partiellement présents.»

lancer une opération militaire, Aco évalue les besoins en hommes et en matériel et se retourne vers celles-ci pour obtenir les moyens correspondants.

Qui représente la France à l'Otan ?

La Représentation française est constituée d'environ 45 diplomates, militaires et ingénieurs de l'armement dirigés par un ambassadeur qui porte la voix de la France au Conseil de l'Atlantique Nord. Lors de certaines réunions, le ministre de la Défense ou le ministre des Affaires étrangères y siègent. Pour

les sommets, c'est le Président de la République en personne qui est à la table. De même, le Cema siège trois fois par an au Comité militaire, où je le représente de façon permanente.

Que signifie le retour de la France dans la structure de commandement militaire ?

L'objectif est de prouver à nos alliés que l'Alliance atlantique est aussi notre alliance et que nous y investissons donc à la hauteur de nos alliés comparables. Actuellement, la France ne dispose que d'une centaine de militaires au sein de la structure de commandement militaire, ce qui représente moins de 1 % du total, alors que nos contributions aux opérations et aux budgets de l'Alliance évoluent en moyenne entre 7 % et 12 %. En conséquence, nous pourrions être amenés à augmenter notre représentation au sein de cette structure d'environ 850 militaires.

Le poids de la France au sein de l'Alliance va-t-il se voir renforcé ?

Tout d'abord, lorsque nous conduisons des opérations militaires, comme en Afghanistan, nous devons peser sur l'ensemble du processus décisionnel et ne pouvons donc plus nous contenter d'être partiellement présents. Il est

beaucoup plus facile de faire évoluer les plans d'opérations de l'intérieur, dès leur conception, plutôt que de l'extérieur.

Ensuite, avoir des

militaires en nombre au sein de la structure de commandement, c'est aussi être mieux informé des changements qui s'y jouent au quotidien. Les Allemands sont environ 1 700, les Britanniques et les Italiens près de 1 000. En somme, étant donné les changements de l'Otan depuis la fin de la guerre froide, la liberté d'appréciation nationale sur la préparation de l'avenir et sur l'emploi des forces sont mieux préservées avec des relais français, dans une organisation dont le Livre blanc a rappelé toute l'importance pour notre défense et notre sécurité.

Et en termes financiers ?

Nous sommes le 5^e contributeur au budget de l'Otan avec 170 millions d'euros par an environ, partagés entre les opérations (85 millions), la structure civile (25 millions) et les équipements (60 millions). Une pleine participation au commandement militaire n'entraînera aucun surcoût sur les budgets civils et sur ceux liés aux opérations. En revanche, elle nous coûtera à terme environ 80 millions supplémentaires par an. Mais des économies seront alors possibles, en particulier dans le domaine de l'armement.

La France verra-t-elle des structures de l'Otan implantées sur son sol ?

Rien ne l'impose. Certains pourraient rêver à l'époque où le siège de l'Alliance était à Paris, SHAPE à Rocquencourt et le Brunssum du moment à Fontainebleau. Mais aujourd'hui, l'Otan cherche plutôt à diminuer le nombre de ses emprises qu'à créer des entités supplémentaires. C'est l'objet d'une immense revue des effectifs, dont la mise en œuvre vient d'être décidée par les ministres de la Défense, et qui produira environ 20 % d'économies. Par ailleurs, il existe déjà trois agen-



Au siège de Bruxelles. « Le principe de la défense collective repose sur la confiance indiscutable entre Alliés. »

OTAN

ces de l'Otan en France, à Neuilly (Recherche et Technologie), à Versailles (Oléoducs) et à Aix en Provence (NH 90), qui emploient une centaine de personnes, dont la moitié sont des Français.

La France aura-t-elle l'obligation de participer à toutes les opérations de l'Alliance ?

Bien sûr que non. Chaque pays dispose d'un droit de veto, je le répète, en ayant

la possibilité de bloquer une décision qu'il juge inacceptable. En outre, rien ne le contraint à participer à une opération qu'il a autorisée au Conseil. La présence de militaires dans la structure de commandement n'y change rien. C'est ainsi que la mission de formation de l'armée irakienne, mise sur pied par l'Alliance en 2003, ne compte que 14 nations sur 26.

Comment l'Otan peut-elle évoluer, ces prochaines années ?

Difficile à dire. Un nouveau concept stratégique est en gestation. Parmi les points débattus, l'extension des missions est un point récurrent, mais on peut penser que l'Alliance continuera de se consacrer à sa vocation militaire et défensive. Vient ensuite la question de l'élargissement : jusqu'où ? Les Alliés devraient convenir, d'une part, que l'important demeure le lien entre l'Europe et l'Amérique du Nord et, d'autre part, que le principe de la défense collective repose sur la confiance indiscutable entre Alliés, et donc sur leur fiabilité, leurs agissements respectifs pouvant engager l'ensemble des Nations. ■

**Propos recueillis par
Julien Fouineau**



OTAN

L'Otan ne possède pas de force ni de matériel en propres, à l'exception des avions de surveillance Awacs (ci-dessus).

La Force de réaction, étape majeure du développement de l'Otan

Lancée en 2002, cette force interarmées multinationale a pour vocation de remplir un large éventail de missions. Mots d'ordre de la NRF : projection et réactivité. En février s'est déroulé au Portugal un exercice de planification.



Commandos à l'entraînement. La Nato Response Force est mobilisable en cinq jours et peut déployer jusqu'à 25 000 hommes.

Lancée en 2002, la Force de réaction de l'Otan est une force interarmées multinationale capable de remplir un large éventail de missions. Ses mots d'ordre : projection et réactivité. Evoquant sa création, le général américain James Jones annonçait, le 15 octobre 2003 à Brunssum (Pays-Bas) : « Pour la première fois de son histoire, l'Alliance va avoir une force interarmées multinationale sous commandement unique... » En une phrase, il avait montré l'importance que revêtait la naissance de cette force, communément appelée NRF, pour « NATO Response Force » : « Aujourd'hui marque un des changements les plus importants de l'Alliance de l'Atlantique Nord depuis la signature du Traité de Washington, il y a plus de cinquante ans... »

Mobilisable en cinq jours, la NRF peut rester un mois sur un théâtre en totale autonomie avant l'arrivée de forces plus conséquentes. Elle peut déployer jusqu'à 25 000 hommes pour intervenir dans la résolution de crises, pour assurer le maintien de la paix ou encore dans la gestion de catastrophe (situation de crise humanitaire ou incidents radiologiques, chimiques, biologiques ou nucléaires). Ces forces peuvent aussi être employées dans des opérations de contre-terrorisme, d'évacuation de ressortissants ou pour imposer un embargo.

Ses composantes – air, terre, mer, forces spéciales – sont placées sous l'autorité militaire du commandement allié opérations (Aco), basé au Grand Quartier général des Puissances alliées en Europe (SHAPE), à Mons, en Belgique. Leur engagement est soumis à la décision

unanime des 26 nations du Conseil de l'Atlantique Nord. « L'Otan a senti la nécessité de pouvoir projeter des forces de manière instantanée. Nous ne savions pas trop gérer les prémisses d'une crise, par exemple », reconnaît le général de brigade aérienne Denis Koehl, chef de la mission militaire française à l'état-major interarmées de Lisbonne.

A tour de rôle, les commandements des forces alliées interarmées – Brunssum, Naples et Lisbonne – exercent une alerte NRF d'un an, de juillet à août. N'ayant pas de théâtre actif sous sa responsabilité, contrairement à Brunssum, avec l'Afghanistan, et à Naples, avec les Balkans et l'Irak, Lisbonne a en charge l'alerte NRF pour deux ans. En revanche, pour les composantes tactiques, l'alerte est de six mois. Celles de la NRF 12, actuellement en cours (et dont Lisbonne

a la charge), ont été confiées à l'Espagne (terre), à la France (air), à l'Italie (forces spéciales) et à une structure Otan pour la marine. Elles ont obtenu de l'Operational Preparation Directorate (OPD) la certification pour remplir leur mission (voir encadré).

En ce 11 février, au commandement des forces alliées interarmées de Lisbonne, ou JCL (pour *Joint Command Lisbon*), tout le monde est mobilisé pour un exercice de planification NRF, qui touche à sa fin. Le JCL est situé à Oeiras, une petite ville à une dizaine de kilomètres de la capitale portugaise qui accueille l'un des commandements Otan depuis 1967. En août dernier, le vice-amiral

et dans les Balkans, Lisbonne va garder l'alerte pour les NRF 13 et 14. Nous avons été certifiés pour les 11 et 12 et nous allons devoir recommencer pour les deux prochaines. » Les traits tirés, le capitaine de frégate revient sur les deux semaines intenses qu'il vient de passer. « Outre la certification de la Force de réaction de l'Otan, nous devons tenir compte d'une nouvelle organisation... » Dorénavant, en effet, entre le commandement et les composantes tactiques viendra « se glisser » un état-major projeté sur le terrain servant de niveau intermédiaire.

Un exercice de planification comme celui qui s'est déroulé du 2 au 13 février dernier se décompose en trois parties. SHAPE donne une série d'objectifs à réaliser sur une opération type. Ensuite, l'état-major choisi, ici

Lisbonne, doit planifier et produire un plan d'opérations en quinze jours. A charge, ensuite, pour les composantes tactiques, de le traduire sur le terrain, en termes d'effectifs et de matériel. « Cela préfigure exactement ce qui se passerait en cas d'intervention, ajoute le commandant Haas, avant de prendre une image : *SHAPE*, c'est le musée, les états-majors, le cadre, et les composantes sont le tableau. »

La NRF a été activée par deux fois en 2005. En septembre tout d'abord, en réponse à une demande des États-Unis suite à l'ouragan Katrina. Puis, deux mois après, au Pakistan, pour l'acheminement de l'aide humanitaire après le tremblement de terre.

« La création de la NRF est une conséquence du choix effectué par les nations après la période cruciale qui a suivi la chute du mur de Berlin, commente le général Denis Koehl. L'Otan s'est trouvée devant un choix : continuer, en changeant la structure, ou arrêter. Ne voulant pas abandonner une institution politico-militaire sans équivalent dans le monde, les nations ont décidé de la transformer. Ainsi est née la NRF. » Reste que, si la structure de commandement des NRF (du type Lisbonne) est désormais bien en place, le bon fonctionnement des composantes tactiques reste quant à lui lié à la contribution des nations. Comme le note Richard L. Kruger, spécialiste de l'Otan et des questions militaires américaines, « les succès futurs dépendront de l'effort que l'Otan, les Européens et les États-Unis investiront en apportant à cette force une pleine capacité ». (1) ■

Julien Fouineau

(1) The NATO Response Force 2002-2006, Innovation by the Atlantic Alliance, Richard L. Kruger, National Defense University. Consultable sur : <http://www.ndu.edu/>

A tour de rôle, les commandements des forces alliées interarmées – Brunssum, Naples et Lisbonne – exercent une alerte d'un an, de juillet à août.

Bruce W. Clingan en a pris le commandement, poste qu'il cumule avec celui de commandant de la VI^e Flotte américaine, basée en Méditerranée.

« Notre état-major a été activé pour les NRF 11 et 12, explique le capitaine de frégate Jean-Michel Haas, un des deux coordinateurs de l'exercice. Cela change tous les ans mais, compte tenu de l'importance des opérations en Afghanistan

nifier et produire un plan d'opérations en quinze jours. A charge, ensuite, pour les composantes tactiques, de le traduire sur le terrain, en termes d'effectifs et de matériel. « Cela préfigure exactement ce qui se passerait en cas d'intervention, ajoute le commandant Haas, avant de prendre une image : *SHAPE*, c'est le musée, les états-majors, le cadre, et les composantes sont le tableau. »

L'OPD, une structure indépendante pour la certification NRF des états-majors

L'Operational Preparation Directorate (OPD) a été créé à Lisbonne en 2003, sur le site le d'Oeiras – où se trouvent le Commandement des forces alliées interarmées, le centre interarmées d'analyse et de retours d'expériences (JALLC) de l'Otan et le Commandement de la Marine portugaise. Sa création répond à la volonté de certifier la NRF de façon rigoureuse. « C'est le principe de démarche qualité appliqué au niveau de l'Otan, explique le colonel Buchler, chef de la section Évaluation-Certification à l'OPD, en poste depuis un an. La différence avec le processus que l'on observe dans le civil, c'est qu'il ne s'agit pas de produits mais d'une structure militaire. Ce ne sont pas des consommateurs qui veulent avoir la certitude que le produit est de qualité, mais des nations qui veulent s'assurer que les mis-

sions NRF peuvent être remplies. » La NRF ne pouvant pas s'auto-certifier, il est apparu nécessaire de créer une structure indépendante qui puisse le faire. D'où la naissance de l'OPD dans la période qui a suivi la création de la NRF. « Mais nous n'intervenons qu'au niveau interarmées, poursuit le colonel Buchler. Nous n'évaluons pas les composantes terrestres, maritimes ou aériennes en dessous. Nous jugeons les phases de préparation uniquement à travers des critères comme le niveau de coopération entre les acteurs, la bonne gestion de l'information, etc. »

Regroupant une vingtaine de militaires, l'Operational Preparation Directorate a en charge la certification NRF des trois états-majors de Brunssum, Naples et Lisbonne.

Le Caspoa, premier centre français estampillé Otan

Le Centre français d'analyse et de simulation pour la préparation aux opérations aériennes (Caspoa) a été certifié en 2008 « centre d'excellence » par l'Otan. Depuis, il doit faire face à une demande accrue de stagiaires étrangers.



Basé à Taverny, en région parisienne, le centre a reçu la « consécration » otanienne le 18 février 2008.

Lorsque l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (Otan) fait référence à l'excellence, elle parle de qualité en matière de formation. Il s'agit de celles proposées aux cadres des armées des Etats membres au sein d'écoles spécialisées. L'excellence est un label, une référence dans un domaine précis. A ce jour, il existe 12 centres d'excellence accrédités par l'Otan, 5 autres en attente d'homologation (voir encadré). Ils sont experts sur des sujets aussi

divers que la conduite d'opérations par temps froid, que la guerre cybernétique, ou la lutte contre les engins explosifs improvisés. En France, le Centre d'analyse et de simulation pour la préparation aux opérations aériennes (Caspoa) de l'armée de l'air est la seule structure nationale à avoir reçu cette certification, il y a un an, le 18 février.

Installé sur la base aérienne 921 de Taverny, en région parisienne, il est spécialisée dans la formation des militaires – terre, air, marine – qui doivent

armer un centre de commandement et de conduite des opérations aériennes. Dans le jargon « otanien », on parle d'un *Joint Force Air Command and Control* ou JFACC. En situation de guerre, ils planifient et coordonnent les missions des appareils.

Les formations, d'une durée moyenne de deux semaines, concernent les postes dédiés à la planification, au renseignement, à la logistique, à la maîtrise des logiciels utilisés par l'Otan, etc. Depuis que l'enseignement du Caspoa est considéré par le commandement

de l'Alliance atlantique comme une référence, la réputation du centre français a grandi : « *De 800 stagiaires formés ici en 2008, nous passons à plus de 1 000 pour 2009*, explique le colonel Serge Lefetz, commandant du Caspoa. *Depuis l'accréditation, les états-majors aériens de l'Otan à Ramstein, en Allemagne, et à Izmir, en Turquie, nous ont commandé des formations spécifiques pour leurs per-*

français propose au Commandement allié pour le Transformation (ACT), à Norfolk, l'accréditation du Caspoa. « *Il ne peut y avoir deux centres d'excellence dans un même domaine*, précise le colonel Lefetz. *Nous voulions être les premiers à déposer auprès de l'Otan un dossier de candidature pour l'excellence à la formation au commandement et la conduite d'opérations aériennes.* »

«En tant que centre national, nous restons souverains sur le contenu pédagogique et le commandement reste, quant à lui, exclusivement français.»

sonnels. Celles-ci s'ajoutent aux sessions dédiées aux étrangers, qui représentent le quart de nos stagiaires. »

Le Caspoa a été créé en 1997. Ses effectifs s'élèvent à 60 personnes. En avril 2004, l'état-major des armées

retour d'expérience. L'accréditation n'est, par ailleurs, pas acquise de manière définitive, elle est réévaluée tous les trois ou quatre ans.

Il y a deux types de centre d'excellence. Le cas de figure le plus courant

La procédure s'échelonne sur quatre ans. Elle est ponctuée de contrôles et d'expertises sur la doctrine, l'entraînement, l'expérimentation ou le

est le centre d'excellence dit « de l'Otan ». Plusieurs pays de l'Alliance atlantique participent au financement de ces centres, dont ils peuvent se partager le commandement. Les autres, dont le Caspoa fait partie, sont des centres de formation nationaux exclusivement financés par le pays auquel ils appartiennent, en l'occurrence, la France. Ils sont dits « accrédités excellence » par l'Otan. Ce qui n'empêche pas d'autres pays de participer à leur fonctionnement, sous la forme de contributions en personnel. Le Caspoa compte actuellement 2 militaires Italiens et 1 britannique dans son équipe pédagogique. Prochainement, le Canada, l'Espagne et les Etats-Unis devraient également y détacher du personnel. « *En tant que centre national*, précise le colonel Lefetz, *nous restons souverains sur le contenu pédagogique du Caspoa et le commandement reste, quant à lui, exclusivement français.* » ■

Yann Brand

Centres de formation ayant reçu la certification « excellence OTAN »

- Analyse et simulation pour la préparation des opérations - aériennes – CASPOA – France
- Coopération civilo-militaire – CIMIC – Pays-Bas
- Opérations par temps froid – CWO – Norvège
- Opérations interarmées multinationales conduites depuis la mer – CJOS – Etats-Unis
- Commandement et conduite des opérations – C2 – Pays-Bas
- Opérations en eau peu profonde – CSW – Allemagne
- Guerre cybernétique – CCD – Estonie
- Lutte anti-terrorisme – DAT – Turquie
- Doctrine de commandement air – JAPCC – Allemagne
- Protection contre les armes chimiques, biologiques, radiologiques

- et nucléaires – JCBRN Defense– Tchèque
- Ingénierie militaire – MILENG – Allemagne
- Guerre des mines en mer – EGUERMIN – Belgique

Centres en attente de la certification

- Lutte contre les engins explosifs improvisés – CIED – Espagne
- Neutralisation d'engins explosifs conventionnels – EOD – Slovaquie
- Renseignement d'origine humaine – HUMINT – Roumanie
- Santé en opération – MILMED – Hongrie
- Guerre en milieu montagneux – MW – Slovaquie

Caspoa : un savoir-faire apprécié outre-Atlantique

Pour la première fois, en 2010, les Etats-Unis vont confier le commandement aérien d'un exercice de très grande envergure à un pays étranger, à savoir un JFACC français armé par une cellule du Caspoa. Le cœur de métier de ce dernier est l'enseignement et l'entraînement. Il possède en outre une cellule JFACC permanente d'une vingtaine de spécialistes. En exercice ou sur un théâtre, ils constituent le noyau dur du poste de commandement aérien, autour desquels vont se greffer les dizaines ou centaines d'autres personnels en fonction de l'ampleur des opérations. Ils sont capables de gérer jusqu'à 1 000 sorties aériennes par jour sur un théâtre, un savoir-faire qu'ils ne partagent aujourd'hui qu'avec les Américains.

La culture Otan existe-t-elle ?

L'assimilation des procédures, la maîtrise de l'anglais, le goût des autres : autant de facteurs qui entrent dans la réussite d'une expérience otanienne. Témoignages de militaires français et étrangers, de Bruxelles à Lisbonne.



Pilotes lors d'un exercice tactique en Belgique, à Florennes. Une fois maîtrisé, l'anglais – ou plutôt le NATO english – est un outil de travail et de communication efficace.

O. RAVENEL / SIRPA AIR

Avant d'entrer, en août dernier, à l'état-major militaire international (EMI) de l'Otan, à Bruxelles, l'adjudant-chef Xavier Le Fur ne se doutait pas qu'un jour il aurait « *un chef néerlandais et des camarades de bureau canadien, anglais et norvégien. Auparavant, j'étais à la direction des ressources humaines de l'armée de terre (DRHAT). Les seules fois où j'ai évolué dans un contexte international, c'était en opérations extérieures. J'ai eu l'appréhension de commencer,*

car il me fallait vite connaître la structure et améliorer mon anglais.

L'anglais, justement, ou plutôt le NATO english, très technique pour les uns, « novlangue » pour les autres, s'avère, une fois maîtrisé, l'outil le plus efficace pour travailler, communiquer... Et donc pour s'insérer. « *Grâce à l'anglais, les Anglo-Saxons sont influents à l'Otan. Nous, Français, nous nous défendons à l'écrit mais, dans les affaires courantes et les discussions, il y a des problèmes,* reconnaît le lieutenant-colonel de l'armée de terre Géry Mangez, en poste à

l'Operational Preparation Directorate (OPD), la structure qui évalue les états-majors de la NATO Response Force (NRF, voir p.). Après un premier séjour de six mois au commandement central de l'Otan à Mons, en Belgique, puis quatre ans passés au corps de réaction rapide France de Lille, il a pu se rendre compte de l'importance de maîtriser cette langue : « *Ce n'est pas qu'une boîte à outils, c'est un vecteur de crédibilité, même si nous sommes respectés grâce à notre grade et notre expérience.* »

Se prépare-t-on à travailler à l'Otan ?

« C'est un monde que l'on découvre au fur et à mesure, une structure complexe que l'on n'appréhende pas facilement, reconnaît le capitaine de vaisseau Philippe Charton, qui travaille sur les systèmes d'information et de communication à l'état-major international de Bruxelles. Le caractère multinational constitue plutôt un avantage : on peut compter sur le voisin, à condition d'être un minimum expansif et d'aimer parler. » Spécialiste en défense aérienne à l'état-major portugais, le commandant Olivier

d'exécution n'est aussi bien organisé au monde. Et il est tout de même formidable de travailler avec des Turcs, des Norvégiens, des Américains, etc. C'est un paquebot qui avance doucement certes, mais qui avance... En s'attachant à leur job description [la fiche de poste, ndlr], les nouveaux venus peuvent se concentrer sur le travail et être vite dans le bain. C'est un autre outil d'intégration. »

L'intégration ne semble pas la préoccupation première du sergent de l'armée de l'air belge Dominique Dunon, de la division Opérations (J3) à l'état-major portugais. « Je me suis senti ici comme un poisson dans l'eau. J'ai commencé en

Allemagne, dans une unité commune de défense sol-air, où je suis resté sept ans. De retour en Belgique, après cette première et riche expérience, je ne me voyais pas évoluer dans un contexte uni-

Pour le général Koehl, les « militaires Otan » sont ceux qui y restent des années et qui en aiment l'ambiance : ils ont des habitudes et se sentent appartenir à l'institution. Mais tout le monde n'apprécie pas la vie d'expatrié...

Se sent-on appartenir d'abord à l'Otan ? Le commandant de la Royal Navy Mark Albon, officier météo au J3 de Lisbonne, ne se pose pas la question. « Lorsque je suis durant deux semaines à fond dans un exercice de planification (voir p.36), je suis Otan. J'oublie ma nationalité, je pense Otan. Mais ce n'est vrai que sur de courtes périodes. » De son côté, le lieutenant-colonel Mangez reconnaît que « ceux qui sont insérés depuis longtemps peuvent considérer l'organisation différemment. Ou bien on la voit juste comme une institution militaire, ou bien on lui donne un poids politique énorme. Cela peut influencer les comportements individuels. Mais on ne peut pas généraliser, c'est selon la personnalité ». « Nous sommes déconnectés de notre pays, mais nous en sommes toujours

« Le fonctionnement, très bureaucratique, est parfois critiquable pour ses lenteurs, mais aucun niveau d'exécution n'est aussi bien organisé au monde. »

Millereux apprécie l'esprit d'ouverture de l'expérience interarmées. « Pour moi qui suis de l'armée de l'air, venir à l'Otan ne me gênait pas. Les terriens et les marins, je connaissais. La difficulté, c'est qu'ils venaient des quatre coins du globe... »

Le multinational, la relation aux autres pays, c'est un domaine nouveau pour son camarade Dan Postelnicu, commandant dans l'armée de terre roumaine. La Roumanie n'a rejoint la structure militaire de l'Otan qu'en 2004. « Lors des NATO training courses, nous apprenons ce que signifie travailler à l'Otan : les procédures, l'environnement international, l'histoire de la structure, etc. », précise le commandant. « Nous ne sommes pas encore des habitués », ajoute l'officier de la cellule en charge du suivi de l'Afrique.

« Que vous soyez d'une nation récemment intégrée ou pas, la seule façon de bien travailler ensemble, c'est de suivre les procédures, affirme le général de brigade aérienne Denis Koehl, chef de la mission militaire française (MMF) de Lisbonne. Chacun a sa fiche de poste et doit s'y tenir. Le fonctionnement, très bureaucratique, est parfois critiquable pour ses lenteurs, mais aucun niveau



Certification du QG du corps de réaction rapide à Mourmelon en 2007. « La seule façon de bien travailler ensemble, c'est de suivre les procédures... »

quement national. À l'Otan, si vous prouvez que vous êtes capable et que vous pouvez apporter un plus, vous pouvez changer de domaine, car certains postes manquent d'effectif. D'administrateur air, je suis passé à manager data base en un peu plus de cinq ans. »

les soldats, conclut Patrick Beaugendre, adjudant de l'armée de l'air et assistant aux opérations d'informations au J3 de Lisbonne. Nous avons beau avoir l'étiquette Otan, nous représentons, quoi qu'il arrive, nos nations. »

Julien Fouineau

DOMINIQUE VIOLA / DICOD

HONNEURS MILITAIRES POUR LE CAPORAL BELDA, MORT EN AFGHANISTAN

Le caporal Nicolas Belda, appartenant au 27^e bataillon de chasseurs alpins d'Annecy, a été tué au combat le 14 mars dans la vallée d'Alasāï, en Afghanistan, lors d'une opération conjointe avec l'armée nationale afghane. Les honneurs militaires lui ont été rendus en présence du ministre de la Défense, Hervé Morin, le 18 mars à Cran-

Gevrier (Haute-savoie). Au terme de l'éloge funèbre, le ministre a fait chevalier de la Légion d'honneur le caporal-chef Belda, promu au grade supérieur à titre posthume, et lui a décerné la Médaille militaire et la croix de la Valeur militaire avec citation à l'ordre de l'armée. Depuis 2002, 27 soldats français sont tombés en Afghanistan.

LE MINISTRE DE LA DÉFENSE RENCONTRE SON HOMOLOGUE CANADIEN

Le ministre de la Défense, Hervé Morin, s'est rendu au Canada, le 4 mars dernier. A Ottawa, il a rencontré son homologue canadien, Peter MacKay. Le ministre français de la Défense lui a fait part de la disponibilité de la France «pour des coopérations industrielles». Les programmes d'armement concernés sont le véhicule blindé de combat d'infanterie

(VBCI), l'équipement individuel du fantassin «Félin» ou les frégates multi-missions (FREMM). Hervé Morin a profité de ce déplacement pour rencontrer un bataillon de soldats québécois prochainement déployé en Afghanistan. C'est la première fois depuis 1999 qu'un ministre français de la Défense se rend en visite officielle au Canada.



R. PELLEGRINO / ECPAD



R. PELLEGRINO / ECPAD



EMA / MINISTÈRE DE LA DÉFENSE



EMA / MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

TCHAD/ RCA : PASSAGE DE RELAIS DE L'UNION EUROPÉENNE À L'ONU

La mission Eufor-Tchad / RCA de l'Union européenne, engagée dans le cadre de la crise au Darfour (Soudan), a passé le relais à la Minurcat (Mission intérimaire des Nations unies en République Centrafricaine et au Tchad), le 15 mars, un an après son déploiement. La force européenne, composée de 3 500 militaires de 27 pays, a effectué en un an plus de 2 000 patrouilles, 250 missions

de sécurisation, 500 missions de reconnaissance aérienne et permis à 10 000 personnes déplacées de regagner leur village. 1 600 militaires français étaient engagés dans l'opération Eufor Tchad/ RCA. Après l'été 2009, 300 des militaires français demeureront sous le mandat casque bleu au sein de la Minurcat, avant un désengagement progressif fin 2009.

L'ARMÉE NATIONALE AFGHANE ET LES SOLDATS FRANÇAIS DE L'ISAF REPRENENT LA VALLÉE D'ALASĀÏ.

400 hommes du groupement tactique interarmes (GTIA) en Kapisa, en appui d'un bataillon de l'armée nationale afghane (ANA), ont mené, mi-mars, une opération militaire dans la vallée d'Alasāï abritant un groupe important d'insurgés. Objectif de la mission, construire deux bases permanentes au profit de l'ANA pour contrôler la vallée d'Alasāï dans la durée, l'administrer et,

à terme, la développer avec le soutien des forces internationales d'assistance à la sécurité. Du 14 au 23 mars, les 800 soldats engagés, afghans et français, sont parvenus à prendre le contrôle du terrain. C'est au cours des combats livrés le 14 mars que le caporal Nicolas Belda, appartenant au 27^e bataillon de chasseurs alpins, a été mortellement touché.

LUTTE CONTRE LA PIRATERIE : OPÉRATION ATALANTE

En transit entre la Réunion et Djibouti, le porte-hélicoptères *Jeanne d'Arc*, bâtiment école au profit de l'école d'application des officiers de marine, accompagné du *Georges Leygues*, a participé à des patrouilles dans les zones de travail des thoniers européens dans le cadre de l'opération de lutte contre la piraterie Atalante. Lancée en décembre

2008 par l'Union européenne, l'opération Atalante agit contre les actes de piraterie au large des côtes somaliennes et dans le golfe d'Aden. Pendant une année, ce sont 1 200 militaires, plus de 20 bâtiments de guerre et des aéronefs de différents pays (Allemagne, Espagne, France, Grande-Bretagne, Grèce, Italie) qui participeront à cette opération.



JEAN-MARIE BOCKEL CHAUSSE LES SKIS AVEC LES ARTILLEURS DE MONTAGNE

Le secrétaire d'Etat à la Défense et aux Anciens Combattants a effectué, le 12 mars, une visite en Isère au sein du 93^e Régiment d'artillerie de montagne (RAM). Accueilli à Grenoble par le colonel Margueritte, commandant le régiment, le secrétaire d'Etat a pris place à bord d'une Gazelle pour se poser au camp des Rochilles, à 2 700 m d'altitude. Là, il a

assisté à la présentation d'un observatoire d'artillerie de haute montagne par la batterie des opérations (BdO) puis à une séance de tir FAMAS. Jean-Marie Bockel s'est ensuite équipé pour gravir un dénivelé de 300 m en peaux de phoques. De retour à ski au camp des Rochilles, Jean-Marie Bockel a conclu sa visite par un entretien avec les personnels de la BdO.

VOYAGE AU MAROC SOUS LE SIGNE DE LA MÉMOIRE PARTAGÉE

C'est une visite placée sous le signe de la fraternité et de la mémoire partagée entre la France et la Maroc que Jean-Marie Bockel, le secrétaire d'Etat à la Défense et aux Anciens Combattants, a effectuée les 18 et 19 mars. Au cours de ses différents entretiens, il a notamment abordé le devenir et la place du Maroc au sein de l'Union pour la Méditerranée. Jean-

Marie Bockel s'est également entretenu avec le général Ben-nami, inspecteur général des forces armées royales. Le secrétaire d'Etat s'est ensuite rendu au cimetière militaire de Ben M'Sick, à Casablanca, où 13 025 sépultures regroupent côte à côte des soldats français, américains, britanniques, du Commonwealth, Allemands, ainsi que des tirailleurs sénégalais.



LE CHEF D'ETAT-MAJOR DES ARMÉES RENCONTRE LE MINISTRE DE LA DÉFENSE IRAKIEN

Le chef d'état-major des armées, le général d'armée Jean-Louis Georgelin, a reçu le ministre de la Défense irakien, le général de corps d'armée Al Obaidi, le 25 mars dernier à Paris. Ils ont évoqué une relation militaire bilatérale, en particulier dans le domaine de la formation. Début mars, deux officiers généraux irakiens ont d'ailleurs participé à la ses-

sion internationale de l'Institut des hautes études de la Défense nationale (IHEDN). Les deux généraux se sont également entretenus sur la situation intérieure de l'Irak et ont évoqué le rôle croissant des forces armées irakiennes. A l'issue de l'entretien, le général al Obaidi a visité le centre de planification et de conduite des opérations (CPCO).



Chaque année, les 27 CAEC aident plus de 3 500 conjoints de ressortissants de la Défense.

CHRISTOPHE FIARD / DIOCOT

Emploi : les conjo

Les cellules d'accompagnement vers l'emploi du conjoint (CAEC) soutiennent les conjoints des personnels de la Défense dans leur recherche. Au-delà de la prospection de postes, elles les aident à l'élaborer un véritable projet professionnel.

nous. » Sur le territoire métropolitain, il existe 27 CAEC, situées au plus près des bases ou des régiments militaires. Elles aident chaque année plus de 3 500 conjoints de ressortissants de la Défense à trouver un emploi.

Installée au Fort Neuf, la CAEC de Vincennes reçoit les conjoints de personnels de la défense affectés en Ile-de-France qui souhaitent s'insérer ou se réinsérer professionnellement. Si la majorité des sollicitations font suite à la mutation d'un personnel civil ou militaire de la Défense, les CAEC reçoivent également l'ensemble des conjoints qui choisissent de retravailler après une longue période d'inactivité. 90 % des conjoints de militaires qu'elles reçoivent sont des femmes. « Il n'y a pas de profil type du demandeur d'emploi, tient à préciser Hélène Gauvrit conseillère à la CAEC de Vincennes. Il faut oublier le stéréotype de la femme de militaire assistante maternelle. Ce

« **L**e rôle des Cellules d'accompagnement vers l'emploi du conjoint (CAEC) est de faciliter le retour à l'emploi des conjoints de personnels militaires et civils de la Défense, explique Corinne Rion, conseillère à la CAEC de Vincennes (Val-de-Marne). Nous créons les conditions requises pour l'obtention d'un emploi, que ce dernier soit ensuite trouvé par le Pôle emploi, anciennement ANPE, par l'intéressé ou par

Emploi

n'est pas la réalité. Nous recevons des personnes de tous âges. Certaines n'ont ni qualification, ni expérience alors que d'autres sont très diplômés... C'est souvent le grand écart. »

Les déplacements fréquents des conjoints de militaires empêchent, le plus souvent, la construction d'un parcours professionnel linéaire. « Ce sont toujours des parcours en dents de scie. D'où leur difficulté pour retrouver un emploi. »

Le premier contact avec les CAEC s'établit souvent par téléphone. « Dès le premier contact, on s'assure que le demandeur est bien inscrits au Pôle emploi, explique Hélène Gauvrit. Ensuite, nous les recevons en entretien pour découvrir le parcours, leur profil et leur projet professionnel. En complément des offres du Pôle emploi, nous prospectons auprès d'employeurs pour trouver un poste qui pourrait leur convenir. » Si le demandeur n'a pas de projet professionnel structuré, les conseillères de la CAEC les aident à en cons-

« A la CAEC on trouve un suivi individuel que l'on ne trouve pas au Pôle emploi. Les conseillères sont à l'écoute et nous aiguillent sur nos choix, nous aident à la réflexion. Elles s'investissent pour nous. »

Les CAEC se sont constitués au fil des années un réseau d'entreprises qui embauchent. « Nous travaillons majoritairement avec des entreprises de taille moyenne, mais suffisamment grandes pour avoir une offre récurrente de postes », explique Corinne Rion. « Nous prospectons aussi au sein des administrations publiques ».

Les CAEC sont perçues par les employeurs comme de véritables partenaires. Dans certains cas, elles les contactent avant de diffuser leur offre au Pôle emploi. « Nous travaillons depuis plusieurs années avec les CAEC. Mais il n'y a pas d'exclusivité, nous traitons également avec d'autres cabinets de recrutement », explique Maryline Provolo, responsable des ressources humaines de la société de restauration Apetito. « Nous sommes toujours satisfaits des candidats qu'elles nous envoient. » Une relation de confiance s'établit, à terme, entre les CAEC et les employeurs. « Nous veillons à la crédibilité de notre cellule auprès des employeurs, note Corinne Rion. Pour cela, nous nous attachons à connaître les cultures d'entreprise pour affiner l'identification des profils recherchés et mieux préparer les candidats. » Elles veillent également à éviter de leur proposer des candidats pas prêts à reprendre une activité professionnelle. « Certaines personnes se mettent elles-mêmes des freins. D'autres pensent qu'on va leur proposer le job idéal sur un plateau d'argent... Ces personnes-là, on les recadre tout de suite. Il faut qu'elles s'investissent dans leur recherche. Il faut qu'elles soient motivées. »

Telles des coachs, les conseillères aident les demandeurs à reprendre confiance en eux. « Je me souviens d'un jeune qui était extrêmement stressé avant ses entretiens. Il passait systématiquement chez nous avant, non seulement pour qu'on lui donne confiance et courage, mais surtout pour qu'on lui fasse son nœud de cravate ! », raconte avec sourire Hélène Gauvrit.

Chaque année la CAEC de Vincennes trouvent un emploi à plus de 250 conjoints de personnels du ministère de la Défense. « Notre grande satisfaction, explique Corinne Rion, c'est quand les candidats nous téléphonent et qu'ils nous disent "c'est bon, je commence lundi !" C'est à la fois un succès pour eux, mais aussi pour nous ! » ■

Carine Bobbera

Les conditions d'accès aux CAEC

Les personnes qui peuvent profiter des services des CAEC doivent être conjoints d'un personnel de la Défense (mariés, pacsés, concubins). Ces personnes peuvent être en situation de rupture familiale ou de veuvage.

Elles doivent également être inscrites au Pôle emploi comme demandeurs d'emploi.

Les prestations proposées :

- Un accompagnement personnalisé : entretien d'information, entretien de bilan et d'orientation, définition d'un projet professionnel ;
- Des informations et conseils sur les métiers, le bassin d'emploi, les formations, les bilans de compétences ;
- Une aide à la rédaction de CV et de lettres de motivation ;
- Des simulations d'entretiens d'embauche ;
- Une mise en relation, le cas échéant, avec les entreprises partenaires.

www.familles.defense.gouv.fr
rubrique : « Votre emploi »

ints aussi

truire un. « Nous recevons beaucoup de demandeurs qui souhaitent se réorienter vers un autre métier. Nous prenons le temps de les écouter et de bâtir avec eux un projet professionnel », poursuit Hélène Gauvrit.

Les demandeurs d'emploi sont souvent très seuls dans la recherche d'emploi. Les conseillères des CAEC sont sensibilisées à leurs difficultés et leur proposent un véritable accompagnement individualisé. « Au Pôle emploi, ils ont un tel volume de demandeurs que l'accompagnement ne pourra jamais être le même que celui qu'on propose dans les CAEC. Nous veillons à conduire des entretiens personnalisés et approfondis », commente Corinne Rion.

Un service que les conjoints de personnels de la Défense apprécient grandement. « A la CAEC, on trouve un suivi individualisé que l'on ne trouve pas au Pôle emploi », explique Danièle, 49 ans, à la recherche d'un travail depuis septembre. « Les conseillères sont à l'écoute et nous aiguillent sur nos choix, nous aident à la réflexion. Elles s'investissent pour nous, en nous trouvant des postes susceptibles de nous correspondre. »

Six cents élèves officiers sont « montés » à Paris, en mars, pour approfondir leur connaissance du monde de la Défense. Thème de ce neuvième Séminaire interarmées des grandes écoles militaires : la modernisation des armées.

La relève au grand sém



ECPAD

« **R**egardez autour de vous ! Il y a parmi vous le futur chef d'état-major des armées. » C'est à une jeune assemblée de plus de 500 élèves officiers des écoles de l'armée de terre, de la marine, de l'air, de santé, de la gendarmerie et de l'armement, que s'adresse le général de corps d'armée (air) Henry de Roquefeuil. Tous sont réunis, ainsi qu'une cinquantaine d'élèves

étrangers, dans le cadre du Séminaire interarmées des grandes écoles militaires (Sigem), qui s'est tenu du 9 au 16 mars à l'Ecole militaire, à Paris. Le séminaire se veut « à la fois rassembleur et informatif », explique le directeur du Sigem, le vice-amiral Benoît Chomel de Jarnieu. L'enjeu : faire se rencontrer les futurs officiers d'armes différentes et les sensibiliser à l'environnement complexe dans lequel ils évo-

lem inaire



Le séminaire est l'occasion pour les élèves officiers de rencontrer les hautes personnalités du ministère de la Défense.

A droite : Le ministre de la Défense répond aux questions des sigémistes

lueront au cours de leur carrière. « À mon époque, le Sigem n'existait pas, insiste le lieutenant-colonel Vincent Jobic, commandant d'escadron, s'adressant aux élèves. Or, sur le terrain, on constate tous les jours l'importance d'avoir déjà eu des contacts avec des officiers des autres armées, mais aussi avec des officiers étrangers. Les relations s'en trouvent facilitées et le travail est plus efficace. » Le Sigem a aussi donné l'occasion à ces jeunes de rencontrer de grands représentants des institutions, notamment Hervé Morin, ministre de la Défense, Jean-Louis Georgelin, chef d'état-major des armées, Laurent Collet-Billon, délégué général pour l'armement, et Christian Piotre, secrétaire général pour l'administration.

Le thème retenu cette année était la modernisation des armées et ses conséquences sur la réorganisation des forces. Concernés au premier chef, puisqu'ils assureront les commandements de demain, les sigémistes ont assisté à une dizaine de tables rondes : Incertitude stratégique et conséquences pour la France, Éléments de demain, Communication de Défense, Structures de concertation dans les armées... La conférence de clôture sur les opérations extérieures, avec des intervenants de retour des théâtres, en particulier d'Afghanistan, a été très appréciée.



CHRISTOPHE FIARD / DICOD

« Ces échanges nous ouvrent sur le monde », confie une saint-cyrienne. L'aspect pratique n'a pas été oublié. Les sigémistes ont eu l'occasion d'assister à des démonstrations grandeur nature, comme celles conduites sur le site de Satory, près de Versailles, où la gendarmerie nationale a, entre autres, mis en valeur son savoir-faire lors du scénario d'une manifestation tournant à l'affrontement.

« Les tables rondes et les conférences sont intéressantes, mais certaines soulèvent parfois des problématiques qui nous échappent », glissent toutefois quelques élèves de première année, pour qui le Sigem est aussi une occasion de « décompresser » : « En école, les programmes sont chargés, donc cette coupure nous fait du bien. Ça change du quotidien. » Consciente que

la charge académique du Sigem nécessitait quelques plages de détente, l'armée de l'Air a organisé un bal, la Nuit des Aiglons. Les élèves ont pu s'y retrouver dans un cadre plus détendu. Un judicieux compromis entre apprentissage et repos, approuvé à l'unanimité par les élèves officiers...

« Après deux semaines, des liens forts se sont créés entre nous », sourit Kévin, de l'Ecole de l'air. Mission réussie pour cette neuvième édition du Sigem !

Charlotte Meignan
Rozenn Le Carboulec

Les élèves en quelques chiffres

- 557 élèves des grandes écoles militaires présents cette année,
- 13 écoles militaires françaises représentées :

École polytechnique, École Spéciale Militaire de Saint-Cyr, École Navale, École de l'Air, École des officiers de la Gendarmerie Nationale, École du service de santé des armées, École militaire supérieure d'administration et de

management de l'armée de Terre, École des officiers du commissariat de la Marine, École des commissaires de l'Air, École nationale supérieure des ingénieurs des études et techniques d'armement, École supérieure d'administration de l'armement, École d'administration des affaires maritimes

- 55 élèves étrangers représentant 25 pays :

Arabie Saoudite, Tunisie, Niger, Bénin, Thaïlande, Mauritanie, Algérie, Sénégal, Burkina Faso, Togo, Cameroun, Corée du Sud, États-Unis, Congo, Madagascar, Espagne, Canada, Gabon, EAU, Afghanistan, Guinée, Centrafrique, Allemagne, Portugal, République Tchèque.

Journalistes en herbe pour élèves officiers



Comme à chaque Sigem, deux écoles de journalisme ont été conviées à couvrir l'événement. L'ISCPA (Institut supérieur de la communication de la presse et de l'audiovisuel) et l'IICP (Institut international de communication de Paris) ont dépêché une quarantaine d'élèves pour réaliser, les premiers, un journal télévisé diffusé chaque jour aux sigémistes, et les seconds, un quotidien, *Info Sigem*, distribué aux participants. « On est très fiers du travail accompli ! Cela n'était pourtant pas joué d'avance. » Elève à l'IICP, Sonia fait le point sur ces deux semaines de séminaire : le principal défi que les jeunes journalistes ont eu à relever fut de s'habituer à un monde et une culture nouveaux pour eux. Apprentissage des grades, différences entre les uniformes, les armées... Les codes sont nombreux et pas toujours aisés à assimiler.

« Il y a quand même de grandes similitudes entre nos métiers, note cependant Thibault, élève de

l'Ecole navale. On s'engage, on voyage, on doit aller vers les gens pour leur faire comprendre notre action. » Comme la plupart des participants, il pense que le Sigem a été bénéfique. « C'est vrai qu'il y a une prudence naturelle à l'encontre des médias, et vice versa. Mais justement, ce séminaire permet de mieux se connaître les uns les autres. »

Les rapports entre jeunes militaires et jeunes journalistes se sont d'ailleurs rapidement réchauffés, créant les conditions d'une confiance réciproque. « Ils ont compris qu'on n'était pas là pour les piéger mais pour faire notre travail : recueillir des informations et les retranscrire pour eux, explique Sonia. Ils sont devenus plus ouverts une fois qu'ils ont lu les premiers numéros de notre journal. » De leur côté, les élèves officiers ont aussi apprécié l'expérience : « Pour les personnes qui seront confrontées à des journalistes plus tard, cette rencontre était importante, juge Édouard, Saint-Cyrien. Savoir structurer ses réponses et comment se comporter de manière générale face aux médias, cela ne peut être que positif dans un monde où la communication et l'information sont devenues indispensables. »

Paul Barbier et Sonia Larabi

Interview

Que retiendrez-vous

LOUIS MARTEL
Royal Military College
(Canada)

20 ans

J'y ai appris énormément sur l'armée française. Comme futur pilote, je retiendrai la visite de la base aérienne 123 d'Orléans, où nous ont été présentés le Rafale et le Mirage 2000. J'en ai aussi profité pour visiter Paris, le Louvre et pour vivre les folles nuits parisiennes !



«Ce séminaire permet que s'établisse un contact direct entre les autorités du ministère et les officiers de demain.»



Quel bilan tirez-vous de ce Sigem 2009 ?

Les élèves apprennent à se connaître et côtoient, parfois pour la première fois, les autres armées. Ce sémi-

naire permet que s'établisse aussi un contact direct entre les autorités du ministère de la Défense et les officiers de demain. Ces élèves officiers ont besoin de réaliser qu'ils appartiennent à une communauté partageant des valeurs identiques et de savoir dans quel environnement ils évoluent. Ils ont mesuré l'intérêt que les hautes autorités leur portent et mis des visages sur les grands décideurs de la Défense. Cette expérience leur permettra de mieux situer leur action

au sein des forces opérationnelles. Le bilan doit cependant se mesurer sur le long terme. Il n'était pas facile pour les élèves d'aborder le thème de la modernisation, choisi cette année, puisqu'ils doivent prendre conscience des changements de l'armée de demain sans connaître celle d'hier.

Quel message voulez-vous faire passer aux sigémistes ?

Ils ont pris un engagement déterminé au service de la France, il leur faut en mesurer toute la portée. Le métier exige de la passion et impose des sacrifices.

Pourquoi faire participer des écoles de journalisme ?

Depuis quelques années, nous faisons appel

à deux écoles de journalisme, pour l'audio-visuel et pour la presse écrite. Avec la présence de ces journalistes en herbe, les élèves officiers ne peuvent se contenter d'un regard nombriliste sur leur activité. Il leur faut aussi tenir compte du monde qui les entoure. Ils peuvent en outre commencer leur éducation vis-à-vis des médias, qui feront partie de leur environnement professionnel.

Et pour l'année prochaine ?

Il y aura naturellement un Sigem 2010. Je pense que nous parvenons à une certaine maturité pour cet événement, avec un très bon équilibre entre la découverte technique et le côté théorique. ■

Propos recueillis par François Poulet

de ces deux semaines passées à l'Ecole militaire ?



DOROTHÉE FOUCAUX
Élève ISCPA du journal TV
« Sigem l'Info »
22 ans

J'ai apprécié de pouvoir travailler en conditions réelles. Ici, nous étions soumis à 600 regards qui ne laissaient rien passer. Les téléspectateurs étaient à notre porte, mais il ne fallait pas en tenir compte. Le danger aurait été de s'écarter de notre ligne éditoriale.

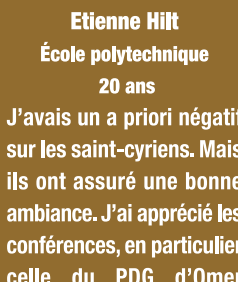
IHSSANE GHARBI
École des officiers
de la gendarmerie
nationale à Melun
23 ans

J'ai été impressionné par les témoignages des soldats de retour d'opérations, notamment ceux des forces spéciales. Nous sommes ici avec l'ambition de servir la France. C'est en opération, sur le terrain, que nous aurons à faire nos preuves.



CLAIRE CANIAUX
École militaire
supérieure d'administration
et de management
23 ans

Je garderai un bon souvenir de la visite à la brigade des sapeurs-pompiers de Paris. Je saisis mieux leur mission de service public. C'était aussi mon premier contact avec la vie politique : au Sénat, nous nous sommes même assis sur le banc des ministres !



Etienne Hilt
École polytechnique
20 ans
J'avais un a priori négatif sur les saint-cyriens. Mais ils ont assuré une bonne ambiance. J'ai apprécié les conférences, en particulier celle du PDG d'Omer Mobile, Geoffroy Roux de Bézieux sur la conduite du changement dans l'entreprise. Même ceux qui n'aiment pas les amphes y ont trouvé leur compte.



Malik Marigo
École spéciale militaire
de Saint-Cyr
22 ans

Le Sigem est l'occasion de lier connaissance avec les élèves des autres grandes écoles militaires. Je ne connaissais pas leurs spécificités ni leurs traditions. C'est ici que j'ai appris que les « bordache » sont les élèves Navale. Et passer quinze jours à Paris, ça fait toujours plaisir !



Forces françaises

De la lutte contre le narcotrafic en mer et l'orpaillage en Guyane [voir Armées d'aujourd'hui n°333] aux interventions humanitaires après les passages

fréquents de cyclones dans la zone caraïbe, l'éventail de nos missions est large, estime le contre-amiral Philippe Arnould, commandant supérieur (COMPSUP) des

Forces armées aux Antilles (FAA), et représentant local du chef d'état-major des armées. Récemment, par exemple, nous avons soutenu les préfets de Guadeloupe et de Martinique dans la gestion de la crise sociale antillaise.

Nous avons mis des capacités d'accueil et de transport à disposition des forces de gendarmerie appelées en renfort de métropole. »

Le domaine d'action des FAA s'étend sur toute

Risques naturels, surveillance de la zone, protection du centre spatial de Kourou... telles sont les missions des Forces armées aux Antilles. Etat des lieux avant la révision annoncée de leur format.

la zone Caraïbe, entre le golfe du Mexique et les côtes vénézuéliennes, où se situent les départements d'outre-mer de la Martinique et de l'archipel guadeloupéen. A plus de 7 000 km de l'Hexagone, les Forces armées aux Antilles

Le Francis Garnier, lors d'un exercice de projection de forces, en 2008. Ce bâtiment de transport léger de la marine a participé à plusieurs missions de secours après le passage de cyclones ou de tempêtes.



aux Caraïbes

Les Forces armées aux Antilles

Terre : 2 formations d'infanterie de marine : le 33^e RIMA, dont dépend le centre d'aguerrissement d'outre-mer (Martinique) et le 41^e BIMA (Guadeloupe) ; 2 régiments de service militaire adapté (Martinique et Guadeloupe).

Air : 1 escadron de transport outre-mer « Antilles » sur la BA 365 du Lamentin : 3 avions Casa (Martinique) ; 1 détachement hélicoptères : 2 Puma, 2 Fennec (Guadeloupe).

Marine : 1 base navale (soutien) en Martinique ; 1 frégate de surveillance (avec un hélicoptère embarqué), 1 bâtiment de transport léger, 1 patrouilleur, 1 remorqueur côtier ; 2 avions de surveillance (Falcon 50) et de patrouille (Atlantique) en renfort.

Il y mènent des « missions permanentes de souveraineté ». Les FAA assurent la protection du territoire national et le maintien de la sécurité, soutiennent l'action de l'Etat, notamment dans la lutte contre le narcotrafic et l'immigration clandestine, et contribuent à la préservation des intérêts de la France.

Avec 11 millions de km², dont 300 km² aux Antilles, de zone économique exclusive (ZEE), la France est présente sur toutes les mers du globe. Elle occupe le deuxième rang mondial, après les Etats-Unis, en termes de superficie maritime. La ZEE, qui s'étend jusqu'à 200 milles des côtes (370 km), autorise l'Etat côtier à exploiter les ressources maritimes et ses sous-sols.

Au-delà de la défense des intérêts économiques, les forces de souveraineté comme cel-

les des Antilles sont « des atouts pour la connaissance des zones sensibles dans le monde », explique le Livre blanc pour la Défense et la sécurité, qui détaille les nouvelles orientations stratégiques de la France. Cette connaissance résulte du « recueil de l'information au moyen de capteurs techniques (spatiaux, aériens, terrestres et navals) », auxquels ont accès les forces.

Dans la zone Antilles, « la probabilité d'actions hostiles, notamment militaires, de la part d'un acteur régional est nettement faible », rappelle le Livre blanc. A l'avenir, les préoccupations qui pèseront « sur la défense et la sécurité des DOM/COM concerneront les risques naturels, [comptant] parmi les plus dimensionnant en matière d'action de l'Etat, [et] la sécurité du centre spatial guyanais, essentielle pour la France ►



► et l'Europe», en termes stratégiques et militaires.

Dans ce contexte, le format des FAA devrait être réduit à l'horizon de 2011. « Sa réorganisation répond à une double approche, explique le colonel Jean-Marie Clament, chef d'état-major des FAA. D'une part, rationaliser le fonctionnement des armées, en particulier les chaînes de soutien, d'autre part, adapter l'outil militaire aux formes nouvelles de la menace. Pour la zone Antilles-Guyane, priorité est accordée à la redéfinition d'un dispositif aéromaritime [coordonnant les moyens civils et militaires renforcés] pour faire face aux missions de service public et de lutte contre les trafics de tous ordres, ainsi qu'à la mise en place en Guyane de moyens de théâtre qui puissent être rapidement déployés. »

Pour l'armée de terre, la réorganisation du dispositif militaire prévoit la fermeture des deux unités d'infanterie de marine (le 33^e RIMa et le 41^e BIMa), qui seront remplacées par trois unités Proterre (unités projetées pour des missions communes de l'armée de terre, telles que Vigipirate), soit une réduction des trois quarts des effectifs. A noter, en revanche, la montée en puissance des régiments du service militaire adapté (sous tutelle du ministère de l'Intérieur), consacrés à la formation professionnelle de jeu-

En matière de lutte contre le narco-traffic, la France collabore avec la Joint Interagency Task Force South, une agence internationale interarmées basée en Floride.



En haut, un Casa 235 sur la base aérienne du Lamentin (Martinique). Ci-dessus, stagiaire au centre d'aguerrissement du François (Martinique).

nes sortis du système scolaire sans qualification. Le président de la République a annoncé, le 19 février, lors d'un entretien avec les présidents des collectivités locales et les parlementaires d'outre-mer, que le nombre de jeunes formés doublera d'ici trois ans, passant ainsi à 6 000 par an.

Les missions de l'armée de l'air se recentreront sur « le recueil du renseignement » et « la surveillance et le contrôle des approches aériennes, notamment en Guyane », précise le Livre blanc. Dans ce contexte, la fermeture de la base aérienne 365 du Lamentin, en Martinique, pourrait être envisagée, et ses moyens aériens pourraient être transférés aux forces armées de Guyane (FAG). Si c'était le cas, estime le lieutenant-colonel Pascal Deschamps, chef de l'escadron de transport outre-mer (ETOM), « il faudrait au préalable que les unités du ministère de l'Intérieur (douanes et sécurité civile) soient dotées de leurs propres moyens, pour que la continuité des services soit assurée ».

La marine nationale, quant à elle, continuera à remplir des missions de surveillance en haute mer principalement (les vedettes des douanes ne dépassant pas la zone côtière des 200 milles). La frégate *Ventôse* participe à la recherche, à la localisation, à l'interception et à la neutralisation de navires suspects dans le cadre d'un dispositif international antidrogue renforcé. « Depuis 2001, explique le capitaine Laurent T., commandant adjoint des opérations, nous avons saisi 15 tonnes de cocaïne et 960 kg de cannabis. Nos missions se déroulent essentiellement au nord du Venezuela pour stopper les flux des go-fast [embarcations très rapides] ou des slow mover [bâtiments de pêche ou de commerce] à destination des côtes africaines et européennes. » Dans un souci d'efficacité, les services de l'Etat partagent le renseignement issu de la coopération interministérielle : marine, armée de l'air, douanes, Office central pour la répression du trafic illicite des stupéfiants. De plus, la France échange ses données avec la Joint Interagency Task Force South, basée en Floride. Cette agence interarmées et internationale fédère, autour des administrations américaines participant à la lutte contre le narcotrafic, les moyens de renseignement et d'action en mer des Etats de la zone caraïbe. « On estime qu'en 2009, près de 1 500 tonnes de cocaïne devraient être produites, en majorité en Colombie, mais aussi en Bolivie et au Pérou. Or, près de la moitié devrait transiter par la zone Caraïbe, notamment par moyens maritimes », conclut le contre-amiral Philippe Arnould. ■

Aude Le Calvé



SECURISER VOTRE PROGRAMME



Mission: Vous faire bénéficier de l'expertise du ministère français de la défense
 Objectif: Réduire les risques de vos programmes d'armement
 Services: Consulting, monitoring de contrat, formation et assistance



www.groupepci.com - 2, Place Rio de Janeiro - Paris 75008 - Tél. / 01 44 95 26 00

© 1999-2008 - Tous droits réservés - 01 44 95 26 00 - Photos: David Berni, J. L. B. D. C. C. C.

L'ECPAD ET MARNE 14-18 VOUS PRÉSENTENT L'EXPOSITION

DEUILS ET SOUVENIRS

de la Grande Guerre



DU 11 AVRIL AU 2 MAI 2009

(ferme les lundis et jours fériés)

ENTRÉE LIBRE DE 14 HEURES À 18 HEURES



ecpa ▶ d

Marne 14-18
Centre d'interprétation de Suippes



l'union



MAISON DES ASSOCIATIONS - 9 rue St Cloud - 51600 Suippes - Renseignements : Marne 14-18 - 03 26 68 24 09 - www.marne14-18.fr

Alain Pastor, directeur de la Caisse nationale militaire de sécurité sociale

« Nous considérons les ayants droit comme des clients »

Créée en 1949, la CNMSS gère près d'un million d'ayants droit, dont environ la moitié sont des militaires d'active. Elle repose sur un réseau de 7 antennes médico-administratives réparties sur l'ensemble du territoire.

Quelles sont vos missions ?

Notre plus importante mission est de traiter les 65 000 dossiers de soins que nous recevons quotidiennement, pour 80 % sous forme de flux électronique avec le système Vitale, mais aussi 20 % par courrier.

Nous considérons les ayants droit comme des clients et nous devons leur rendre le meilleur service. Nous sommes vigilants sur la rapidité, – nous comptons par exemple 4 jours pour une feuille de soins électronique – et sur la justesse des remboursements et des avis médicaux.

Qu'est-ce qui vous différencie du régime général de la sécurité sociale ?

Nous prenons en compte les spécificités du métier de militaire comme les mutations et les entrées et les départs dans les armées. Par exemple, chaque année nous enregistrons 100 000 changements d'adresse en France et à l'étranger et 30 000 nouveaux entrants et sortants. Notre structure nationalisée et nos échanges informatisés avec les armées nous permettent de gérer ce flux d'informations de façon optimisée, ce qu'une organisation départementalisée aurait plus de mal à mettre en place.

Nous travaillons par ailleurs de concert avec les autres acteurs de la santé et du social au sein du ministère : le service de santé des armées, l'Action sociale des Armées (ASA) et les mutuelles militaires. Nous avons donc une bonne connaissance du milieu professionnel, ce qui nous permet de nous adapter et de répondre au mieux aux attentes des ayants droit.

Par ailleurs, grâce à nos bases de données, qui contiennent des informations sur des militaires de tous âges répartis sur l'ensemble du territoire national, nous participons aux travaux de l'Observatoire de la santé des vétérans, créé

en 2002. Cet organisme consacre ses études à des sujets sensibles comme les conséquences sanitaires sur les militaires ayant participé aux essais nucléaires dans le Sahara, le Pacifique, ou à la guerre du Golfe.

Vous agissez également dans les domaines de la prévention et de l'action sanitaire et sociale ?

En effet. Nous consacrons 10 millions d'euros chaque année à des actions sanitaires et sociales. Par exemple, nous attribuons une aide ménagère à une femme de militaire enceinte et ayant déjà deux enfants à charge dont le mari est parti en opération extérieure. La caisse est en outre initiatrice d'actions adaptées aux spécificités des militaires ou de leurs missions. Nous prenons par exemple en charge la vaccination de la famille d'un militaire affecté outre-mer ou à l'étranger, le traitement antipaludéen ou encore les répulsifs contre les moustiques dans les zones touchées par le chikungunya, ou la dengue, tous traitements non remboursés actuellement en prestations légales. Nous nous associons aussi à des actions de prévention de portée nationale comme la vaccination contre la grippe, le dépistage du cancer du sein ou du colon.

Par ailleurs, nous sommes propriétaires de trois établissements de soins de suite et de longue durée à Fréjus, Ploemeur et La Martinière.

Alain Pastor.
« Nous enregistrons chaque année 100 000 changements d'adresse. »





L'offre de soins de ces maisons répond aux situations de sortie d'hospitalisation, ou de dépendance d'une manière générale. Le personnel de la Défense ou les membres de leurs familles proches y ont un accès privilégié. Imaginez par exemple la difficulté pour un militaire de partir en mission lorsqu'un de ses proches nécessite une aide permanente. Grâce à ces maisons, nous sommes en mesure de lui proposer une solution.

Pour faciliter et accélérer la prise en charge des ayants droit vous avez créé en 2007 un dossier unique. Comment fonctionne-t-il ?

Lorsque les dépenses occasionnées par la maladie ou la maternité, peu ou pas remboursées par l'assurance maladie, représentent une charge trop importante pour les ayants droit, plusieurs aides sont proposées par la Caisse, mais aussi par l'ASA et les mutuelles militaires. Pour obtenir ces aides, le demandeur s'adresse donc directement à la CNMSS via son correspondant d'unité, une assistante sociale ou de sa propre initiative, et nous créons un dossier qui sera consultable par tous les acteurs sur un espace Internet dédié et

« Notre structure nationalisée et nos échanges informatisés avec les armées nous permettent de gérer le flux d'informations de façon optimisée »

sécurisé. Après seulement deux ans de fonctionnement, plus de 70 % des demandes nous arrivent sous cette forme. Nous espérons atteindre plus de 90 % en 2009. Il en résulte une rapidité du traitement des dossiers pour les demandeurs et une optimisation des aides attribuées.

Quel est le grand projet de la CNMSS ?

Dans le cadre de la Révision générale des politiques publiques, nous allons élargir notre portefeuille clients dès 2011 en assurant la gestion des soins médicaux gratuits (SMG) pour les bénéficiaires d'une pension militaire d'invalidité. Nous agissons comme opérateurs de la Direction des ressources humaines du ministère.

Aujourd'hui gérées par la Direction des Statuts, des Pensions et de la Réinsertion sociale, ces SMG concernent près de 250 000 anciens combattants et victimes de guerre ou d'actes de terrorisme. Ils représentent plus d'un million d'actes par an, pour un remboursement atteignant 68 millions d'euros. ■

**Propos recueillis par
Arnaud Hunter-Rousselle**

Jean-Pierre Devaux ingénieur général de 1^{re} classe de l'armement à la Délégation générale pour l'armement

« Spirale » en orbite

« Ce démonstrateur est dédié à l'alerte avancée, elle-même liée aux fonctions stratégiques évoquées dans le Livre blanc. »

Le démonstrateur pour l'alerte avancée Spirale a été mis en orbite le 12 février par un lanceur Ariane V. Pouvez-vous rappeler ce qu'est ce système et la place qu'il occupe dans la politique de défense française ?

L'alerte avancée est un système qui doit permettre de repérer les tirs et les activités d'essais de pays dits proliférants grâce à la flamme des propulseurs. Il sera constitué d'un satellite d'observation infrarouge qui couvrira en permanence les zones d'intérêt pour détecter les départs de missiles. Un radar sol très longue portée (TLP) d'environ 400 m² de diamètre déterminera la trajectoire du missile. Le contrôle et le commandement seront assurés par un réseau d'alerte anti-missile et par le système C4I (système de commandement informatisé). Pour le ministère de la Défense, il s'agit d'un projet important. Ce démonstrateur est dédié à l'alerte avancée, elle-même directement liée aux fonctions stratégiques souhaitées par le président de la République suite au Livre blanc sur la Défense et la sécurité nationale. Par ce projet, la Défense s'implique également dans la lutte contre la prolifération nucléaire, notamment dans le domaine des missiles balistiques.

Quelle est la mission du démonstrateur ?

Le démonstrateur est une sorte de prototype servant à valider un ensemble de technologies, qui peut s'avérer très éloigné du produit final. Lorsque cela est possible, nous pouvons, en fin de période d'essais, le confier à l'état-major des armées pour



CHRISTOPHE FIARD / DICOD

Jean-Pierre Devaux, a en charge la préparation des programmes d'équipement.

des expérimentations plus opérationnelles, pour savoir s'il correspond à leurs besoins. Nous voulons tester les deux microsatellites et le centre d'exploitation et de contrôle au sol en conditions réelles pour vérifier que les technologies étudiées répondront à nos attentes. Placé sur son orbite elliptique – entre 600 et 36 000 km d'altitude –, le démonstrateur collectera durant un an, d'avril 2009 à avril 2010, une grande variété d'images infrarouge de la Terre prises à différentes altitudes, saisons et par diverses conditions météo. Il sera ainsi possible d'établir un catalogue des phénomènes naturels pouvant compromettre la détection des missiles ou générer de fausses alertes (nuages ou montagnes éclairés par le soleil). D'ici à octobre 2010, les données obtenues devraient permettre de proposer à la Délégation générale pour l'armement (DGA) les premières caractéristiques (résolution

et sensibilité de la caméra infrarouge) du futur satellite et de le modéliser. L'acquisition des images et leur traitement au sol aideront à maîtriser les performances de la future composante spatiale d'alerte. Cette phase d'alerte spatiale est une des composantes de l'alerte avancée.

Quelle est l'importance du démonstrateur Spirale, pour la DGA ?

Pour la Délégation générale pour l'armement, Spirale répond à un besoin opérationnel de la Défense et procède de l'effort d'accompagnement de l'industrie spatiale militaire dans des projets ambitieux sur le plan technologique. Très peu de pays possèdent ce système. Nous avons pour mission de les rejoindre et de placer notre industrie en bonne place. La DGA met donc en œuvre un plan de recherches et technologies en s'appuyant sur les compétences des fabricants de satellites, comme Astrium ou Thales Alenia Space, mais également sur celles des équipementiers possédant une expertise dans les capteurs infrarouge. L'Onera, le centre français de recherche aérospatiale, contribue également pour une bonne part à la partie traitement des images. Ce plan devrait nous aider à avoir les idées claires d'ici deux à trois ans, l'objectif étant le lancement du programme, vers 2014, et une mise en orbite vers 2018-2019.

S'agit-il d'un projet franco-français ?

Pour l'instant, le calendrier est purement



Assemblage du démonstrateur Spirale. Les images et données recueillies pendant un an permettront d'établir un catalogue des phénomènes...

français. Cependant, nous avons rencontré nos partenaires européens (Allemagne, Italie, Espagne et Suède) pour essayer de définir un besoin commun, que l'on peut qualifier de préliminaire. Il comprend l'alerte avancée spatiale et une autre, complémentaire, l'alerte avancée radar au sol. Des débats ont eu lieu afin de déterminer s'il y a matière à travailler ensemble sur ce sujet. La France a mentionné l'existence de ses efforts technologiques, de sa volonté de lancer un programme. Pour l'instant, nous n'avons pas réellement de réponse favorable. Il y a malgré tout un intérêt marqué pour la démarche française.

Quel rôle joue la DGA dans la politique spatiale du ministère de la Défense ?

Elle contribue au développement des capacités d'imagerie optique, avec Hélios 1A et 2A, qui sont en orbite, et Hélios B, qui le sera bientôt. Nous avons également mis à disposition l'interface qui permet au ministère de la Défense et à la Direction du renseignement militaire (DRM) d'utiliser l'imagerie radar fournie par les satellites allemands Sar-Lupe et bientôt les satellites italiens Cosmo-Skymed. Nous travaillons aussi, bien sûr à « l'après-Hélios ». Le deuxième rôle de la Délégation

est de préparer le futur, de s'assurer que les technologies et le tissu industriel correspondants seront disponibles au moment où nous en aurons besoin. Pour répondre aux besoins d'équipements de la Défense, la DGA soutient les industriels français, notamment en leur soumettant des projets ambitieux.

électromagnétique couvrant l'intégralité de la planète. Pour ce projet, nous recherchons également une coopération européenne, afin de développer cette capacité militaire. Ce programme fait l'objet de démonstrateurs. Par ailleurs, une lettre d'intention pour le programme Musis (successeur d'Hélios) a été signée, en novem-



... pouvant compromettre la détection des missiles ou de générer de fausses alertes.

Quels sont les prochains projets de la DGA ?

Nous travaillons sur un projet de satellite de renseignement électromagnétique Ceres. Il permettra de détecter et de suivre les ondes radar et radio diffusées à la surface de la Terre. Ce satellite aidera à avoir une connaissance de l'environnement

bre dernier, par le ministre de la Défense, Hervé Morin, avec l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne et la Grèce. Musis réalisera des missions de surveillance, de reconnaissance et d'observation sur toute la surface de la Terre. La mise en orbite du premier satellite optique est prévue fin 2015. ■

Floriandre Deriu

Question de survie

L'opposition allemande à Hitler, de ses prémises jusqu'au dernier attentat manqué... Avec ce dernier livre, Joachim Fest, historien et journaliste, clôt sa trilogie sur l'Allemagne nazie. Edition Perrin, 367 p., 22 €

Joachim Fest est célèbre en France, notamment pour *Les Derniers jours d'Hitler*, enquête minutieuse dont le film *La Chute* s'est largement inspiré. Son dernier ouvrage, *La Résistance allemande à Hitler*, aborde une histoire peu connue du grand public, bien qu'elle soit devenue ces dernières années un sujet d'enquête pour bon nombre d'historiens. Selon Joachim Fest, ce mouvement est resté assez problématique, pour ne pas dire ambigu, si on le compare aux autres mouvements de résistance européens. Muselée dès 1933, l'opposition politique au régime nazi a eu bien du mal à se structu-



rer dans un contexte où l'emprisonnement, la déportation et la liquidation physique faisaient office de politique intérieure. Après l'entrée en guerre du Reich, les doutes de cette résistance se sont rapidement fait jour : pouvait-on prendre le risque, en déstabilisant Hitler, de rejouer le scénario légendaire du « coup de poignard dans le dos » de 1918, dont la propagande nationaliste s'était si bien servie ? Pouvait-on compter sur le soutien politique et logistique des ennemis du Reich alors que l'Angleterre repoussait systématiquement tout contact avec l'Allemagne, quel qu'en fût le représentant ? A partir de l'hiver 1941-1942 et l'arrêt de la Blitzkrieg

Les préparatifs de l'attentat du 13 mars 1943. [Extrait]

L'attentat contre Hitler perpétré par Claus von Stauffenberg le 20 juillet 1944 est aujourd'hui bien connu. L'est beaucoup moins, en revanche, celui que mettent sur pied, fin 1942, le général Olbricht, officier à l'Office général de l'armée de terre à Berlin, Goerdeler, l'ancien maire de Leipzig étroitement surveillé par la Gestapo, et Tresckow, enfin, officier d'état-major vouant depuis des années une haine viscérale à Hitler. Cet extrait restitue les traits marquants de la résistance allemande selon Joachim Fest : sa difficulté à planifier une action contre un homme devenu extrêmement méfiant, mais aussi la témérité de quelques-uns – Tresckow en tête – décidés à saisir la moindre opportunité pour en finir avec l'hitlérisme.

« Fin 1942, Olbricht annonça qu'il lui fallait encore à peu près huit semaines pour achever les préparatifs du coup d'Etat et mettre en alerte des unités fiables non seulement à Berlin, mais aussi à Cologne, Munich et Vienne (...). Peu après, Tresckow partit pour Berlin afin de régler avec lui et Goerdeler les dernières questions encore en suspens, et surtout pour demander que l'on se pressât. « Il ne faut pas perdre une seule journée », lit-on dans les notes de l'un des protagonistes, notes rédigées au style indirect et dans lesquelles on perçoit encore l'impatience de Tresckow : « Il faut agir aussi vite que possible. Aucun amorçage à attendre des généraux. Ils ne suivront qu'un ordre. » Olbricht indiqua que l'opération se déroulerait au début du mois de mars et expliqua que, l'heure venue, le colonel Fritz Jäger interviendrait avec deux unités de blindés et prendrait la direction du bataillon de garde de Berlin ; le capitaine Ludwig Gehre avait constitué un commando pour des missions spécifiques ; par ailleurs, la division « Brandebourg » qui venait d'être créée dans le secteur de Berlin, sous le commandement du colonel Alexander von Pfuhlstein, devrait être utilisée comme troupe d'intervention contre les centres du parti. Et de l'ombre lointaine de l'automne 1938 sortit Friedrich



Photos : AFP

Henning Von Tresckow, Carl Friedrich Goerdeler, maire de Leipzig et Friedrich Olbricht, trois des acteurs principaux de l'attentat du 13 mars 1943.

aux portes de Moscou, les chances d'une victoire rapide contre l'URSS disparaissaient : l'incalculable faculté de repli des Russes, leurs immenses ressources en hommes et un soutien possible des Américains, eux aussi en guerre, accentuaient le pessimisme

de nombreux officiers de la Wehrmacht. La résistance n'était donc plus seulement une affaire de politique et d'opposition à l'idéologie du Führer. Elle devenait, à court terme, le vecteur de survie de l'Allemagne. C'est dans ce contexte nouveau que furent créés

plusieurs réseaux bien structurés et désormais résolument décidés à en finir avec Hitler. Notamment le réseau de Tresckow, puis celui de Stauffenberg, qui aboutit à l'attentat du 20 juillet 1944.

Jean-Claude Jaeger

Wilhelm Heinz, devenu commandant d'unité et qui dirigeait à ce titre le 4^e régiment de la division. Gisevius fut lui aussi appelé à Berlin afin d'aider Olbricht à la planification, et Witzleben, bien que marqué par une grave maladie, se dit prêt, en accord avec Beck, à reprendre le commandement en chef de la Wehrmacht. Au total, les préparatifs suivaient déjà les grandes lignes de l'attentat, auquel devait succéder l'occupation des principales positions clés à Berlin et dans quelques autres centres. C'est sur ces principes que se fondirent plus tard les plans du 20 juillet 1944.

Une difficulté considérable et imprévue surgit lorsqu'on se demanda comment placer l'explosif à proximité de Hitler. De plus en plus méfiant, fuyant toute compagnie, il ne quittait plus que rarement son quartier général et, lorsqu'il se déplaçait, changeait souvent de destination au tout dernier moment. Le 17 février, on avait annoncé sa venue au groupe d'armées de von Weichs à Poltava, où un groupe d'officiers était également prêt à s'emparer de lui. Mais il avait changé sa feuille de route sans prévenir et était parti pour Zaporozhe, où il échappa au dernier instant à une unité de blindés russes qui avait dû par manque de carburant faire une halte au bord de l'aérodrome.

Après n'avoir pas donné suite à plusieurs propositions adressées au quartier général du Führer, Hitler finit tout de même par faire une étape à Smolensk au petit matin du 13 mars 1943, sur le trajet qui le menait en avion, depuis son quartier général à Vinniza, jusqu'à Rastenburg. Peu avant que les trois appareils transportant le Führer, son état-major et son escorte SS ne se posent sur la piste d'atterrissage, Kluge, effrayé, s'adressa à Tresckow : « Pour l'amour de Dieu, vous n'allez tout de même rien entreprendre aujourd'hui ! Il est encore trop tôt pour cela. » Tresckow, au contraire, considérait qu'après Stalingrad on avait déjà manqué le bon moment. »

Extraits de *La Résistance allemande à Hitler*, chapitre 6, pages 169-170.

Les clubs

Grâce à son dynamisme et son esprit d'ouverture, la Fédération des clubs sportifs et artistiques de la Défense vient de passer son jubilé en pleine forme.

Gymnastique, escrime, tennis, échecs, théâtre, football... La Fédération des clubs sportifs et artistiques de la Défense (FCSAD) revendique 474 clubs. « Nous offrons à ses adhérents la possibilité de pratiquer le sport de leur choix à des conditions avantageuses, notamment financières, avec un encadrement et des installations de qualité et dans de bonnes conditions de sécurité », explique Pascal Raveau, directeur général de la FCSAD. Cette structure associative de type loi de 1901 rassemble et anime les clubs sportifs et artistiques répartis au sein des régiments, des bases, des établissements ou des écoles de la Défense, en France et à l'étranger. Héritière de l'Union fédérale des clubs sportifs et artistiques des armées, la FCSAD est née en 1959. Avec 201 300 adhérents, elle est l'une des plus importantes fédérations



multisports en France, derrière les fédérations sportives scolaires et universitaires. Elle accueille les militaires de toutes les armées et les personnels civils de la Défense. « En tant que militaire, je change régulièrement d'affectation, explique Jérôme. À chaque mutation, je m'inscris tout de suite au club sportif et artistique du régiment. Cela me permet de m'intégrer et de sympathiser, tout en pratiquant une activité de loisir. » Sont admis les retraités et les familles de ressortissants de la Défense, à l'image d'Hélène, qui accompagne tous les samedis matin son fils à la section karaté du club de sa base. « Ce club m'offre de nombreux avantages. Pendant le cours de mon fils, je fais du fitness. Et nous sommes encadrés par des professionnels. » Si leurs capacités d'accueil le permettent,

les clubs acceptent des personnes extérieures. « Souvent, elles viennent par coopération. Dans certains clubs, on compte jusqu'à 40 % de membres hors ministère, explique Pascal Raveau. D'autant que, depuis 1997, avec la suspension de la conscription, nous avons eu pour mission supplémentaire de maintenir le lien armées nation. Organiser une compétition ou une rencontre nous donne l'occasion de montrer au public que les armées sont aussi composées de sportifs et d'artistes... » Antoine, par exemple, joue au tennis à l'Ecole militaire. « C'est un de mes amis militaire qui m'a proposé de venir jouer avec lui ici. Je me suis inscrit. J'apprécie l'ambiance, et les infrastructures sont impeccables. » La FCSAD est constituée à 98 % de bénévoles. « Ce sont des moniteurs de sport, des

fêtent leurs 50 ans



PHOTOS : Christophe Flard/DICOD - FCSAD

profs de théâtre, du personnel administratif..., précise Pascal Raveau. Il nous arrive, exceptionnellement, de faire appel à des professeurs de l'extérieur, que l'on paye à la vacation. » La Fédération dispose par ailleurs gratuitement des locaux et infrastructures militaires dans le cadre d'un partenariat avec le ministère de la Défense.

Agrée par le ministère de la Jeunesse et des Sports, la FCSAD est membre du Comité national olympique et sportif français. Elle participe à un plan de formation des animateurs et peut ainsi disposer de juges et d'arbitres pour ses compétitions. Chaque année, elle organise des championnats militaires dans des disciplines non couvertes par le Centre national des sports de la Défense (CNSD), comme le golf, le football en salle, le rugby à VII ou la pétanque... Sa

La fédération en chiffres

La Fédération des clubs sportifs et artistiques de la Défense, c'est :

- 201 300 adhérents • 474 clubs sportifs et artistiques • 171 activités, dont 94 sportives et 77 culturelles • 26 conventions avec les fédérations sportives • 10 sportifs de haut niveau de la Défense • 27 championnats sportifs nationaux • 16 salons artistiques nationaux et régionaux, 1 rencontre nationale de théâtre • 3 000 journées de formation par an.

Site internet : www.fcsad.net

manifestation la plus connue est la course des 20 Kilomètres de Paris. « Très médiatisé, l'événement est organisé par un de nos clubs, l'ASCAIR, explique Pascal Raveau. Tous les ans, il attire plus de 21 000 sportifs, adhérents ou pas à la FCSAD ! Mais la Fédération, ce n'est pas que le sport. Nous organisons aussi des manifestations culturelles comme la rencontre nationale de théâ-

tre des armées, qui se déroulera en mai à Saint-Georges de Didonne. »

Ce dynamisme a été salué par le ministre de la Défense, Hervé Morin, le 6 mars dernier, à l'occasion de l'assemblée générale de la Fédération, relevant le lien fort entre la FCSAD et le ministère et a réaffirmé son soutien dans ses actions. ■

Carine Bobbera



DGA / CEV

TRIDENT II Intercepteur, bases aérienne d'Istres (13), décembre 1957.

Au début des années 50, la Société nationale des constructions aéronautiques du Sud-Ouest, dirigée par l'ingénieur Lucien Servanty, met au point un concept d'avion capable d'intercepter un aéronef en vol supersonique. Il développe un avion équipé de moteurs-fusées pour les accélérations, associés à des turboréacteurs d'appoint pour le vol de croisière. Entre 1955 et 1958, trois prototypes de 9050 Trident II sont réalisés. Les intercepteurs à moteurs fusées seront finalement supplantés par le développement des turboréacteurs, mais les savoir-faire accumulés autour de ces prototypes serviront de base à Lucien Servanty pour la réalisation du Concorde, le célèbre long-courrier supersonique.

Le Mirage, « créature » de l'Otan

Le Mirage 1 est né d'un programme de l'Otan au cahier des charges clair : pouvoir intercepter les très rapides bombardiers soviétiques porteurs de l'arme nucléaire. Quatre ans plus tard, revirement de stratégie, nouveau programme. Ainsi naîtra le Mirage III, premier chasseur-bombardier.

La stratégie ne peut être dissociée de l'histoire des techniques. Ainsi, l'idée de bâtir un bouclier antinucléaire constitue un axe stratégique majeur des premières années de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (Otan), mais il a été vite abandonné pour des raisons techniques. Ce projet a néanmoins donné naissance à une vague d'innovations exceptionnelles dans le domaine de l'aéronautique militaire dont est issue, entre autres, la lignée des Mirage.

En 1949, année de la signature du traité, l'Union soviétique accède au nucléaire militaire. Dès 1953, son arme thermonucléaire peut être transportée sur une très longue distance grâce à des bombardiers volant à une altitude très élevée et à une vitesse presque aussi grande que les intercepteurs alors en service. Une des premières tâches de l'Organisation est donc de bâtir une défense capable d'arrêter les bombardiers soviétiques (1). Les pays membres sont invités à développer leurs propres réseaux antiaériens coordonnés par un Air Defence Directorate créé au Shape (2). Mais le défi est avant tout technique : concevoir et construire des avions légers (moins de 5 tonnes) capables d'atteindre une altitude de 15 000 m en moins de 4 minutes avec un plafond de 19 000 m.

L'aide américaine au réarmement de l'Europe passe par la remise sur pied des industries nationales. Ce programme d'intercepteurs légers fait donc l'objet d'une fiche de l'Otan, diffusée en France le 4 février 1953 par l'état-major de l'armée de l'air. Dès 1954, sept projets, dont le Trident, développé par la Société nationale des constructions aéronautiques du



BRUNO BIASUTTO / DICOD

CLAUDE D'ABZAC-EPEZY
chargée de recherches au Centre d'études d'histoire de la Défense (CEHD / SGA)

Sud-Ouest (SNCASO), et le Dassault 550 Mystère Delta, rebaptisé Mirage 1. Ces appareils remplissent, et même dépassent les exigences de l'Otan : le Trident atteindra 22 000 m d'altitude et une vitesse de Mach 1,98 (environ 2 200 km/h) avec un plafond potentiel de 30 000 m !

Étonnante longévité

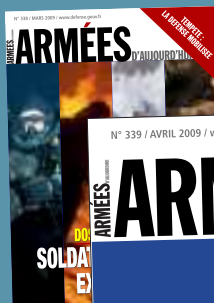
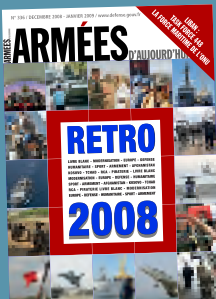
Cependant, le temps de mettre au point les prototypes, la donne stratégique a changé : les progrès des bombardiers soviétiques sont tels que les chasseurs doivent dépasser Mach 2 pour pouvoir espérer les intercepter. Surtout, la mise au point des missiles balistiques intercontinentaux amène à la doctrine dite des « représailles massives ». L'idée de vouloir neutraliser les vecteurs en vol est abandonnée. Le programme d'intercepteur perd sa priorité au profit de l'appui tactique et de la supériorité aérienne, qui fait l'objet d'une autre fiche-programme de l'Otan en 1954. Dans un souci d'économie, l'armée de l'air décide de fondre les deux programmes afin de développer un chasseur-bombardier léger polyvalent. Dassault construit, très vite et à ses frais, le prototype du Mirage III, qui vole pour la première fois le 17 novembre 1956. Conçu pour répondre à des exigences contradictoires, il connaîtra une étonnante longévité et une illustre postérité. Construit à plus de 1 400 exemplaires, il sera utilisé par une vingtaine de pays, outre l'armée de l'air française. ■

(1) Adrien Houizot, *Le problème de la défense aérienne à l'heure de l'OTAN (1949-1966)*, Vincennes, SHD, 2007, 195 p.

(2) Supreme Headquarters Allied Powers Europe (état-major de niveau stratégique pour les forces de l'Otan).



Pour être au cœur de la défense



Chaque mois, découvrez nos **forces en action**, les enjeux de notre stratégie de défense, les facettes de l'industrie et des technologies de l'armement. Participez aux débats des armées et renforcez votre culture militaire. Avec ses 68 pages et sa version online, *Armées d'aujourd'hui* est le magazine indispensable de ceux qui veulent des repères pour la défense d'aujourd'hui.

Abonnement	Public			Personnel de la défense*		
	France	Dom-Tom par avion	International par avion	France	Dom-Tom par avion	International par avion
1 an (10 n ^{os})	20 €	30 €	35 €	15 €	25 €	30 €
2 ans (20 n ^{os})	35 €	55 €	65 €	25 €	45 €	55 €

* Personnel de la défense, réserviste, étudiant, lycéen, correspondant défense (sur justificatif).

Abonnez-vous !

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom et prénom Grade ou fonction

Adresse Localité Code postal

Renseignements statistiques

Âge Profession Secteur d'activité Nom de l'entreprise

Abonnement souhaité

☐ Normal ☐ Spécial* ☐ France ☐ Étranger/Dom-Tom/Par avion

☐ 1 an ☐ 2 ans Nombre d'exemplaires

* Personnel de la défense, réserviste, étudiant, lycéen, correspondant défense (sur justificatif).

Joindre à la commande le règlement à l'ordre de : M. l'agent comptable de l'ECPAD, et envoyer celui-ci à : ECPAD / Service abonnements, 2 à 8 route du Fort / 94205 Ivry sur Seine CEDEX. Tél. : 01 49 60 52 44 - Fax : 01 49 60 59 92

Les informations recueillies dans ce document sont nécessaires au traitement de votre commande et destinées à nos services internes. Elles ne sont en aucun cas communiquées et peuvent donner lieu au droit d'accès et de rectification prévu par l'article 27 de la loi du 6/01/1978.

AGENDA

3^e RENCONTRE AVIATION CIVILE-AVIATION MILITAIRE À PARIS



La troisième rencontre aviation civile-aviation militaire (Racam 3) se tiendra le 28 avril à l'Ecole nationale supérieure de techniques avancées, 32 boulevard Victor à Paris. Elle a pour thème « L'Europe aéronautique de demain ». Cette manifestation annuelle, placée sous le haut patronage du ministre de la Défense et du secrétaire d'État aux Transports, est un lieu d'échanges constructifs entre les aviateurs européens civils et militaires.

Au programme sont prévus des débats sur des questions d'actualité telles que le ciel unique européen, la gestion unifiée de l'espace aérien, la recherche dans le domaine de l'aéronautique, la politique des compagnies aériennes et des aéroports, la coopération militaires et les synergies entre public et privé. La manifestation se déroulera en présence et avec la participation de hautes autorités européennes de l'aviation civile et militaire.

Pour plus d'informations et inscription, consulter le site www.ienair.fr, rubrique racam

SALON DES PEINTRES DE L'ARMÉE

Le 16^e salon des peintres de l'armée aura lieu du 17 juin au 15 juillet à l'Hôtel national des Invalides. Placé sous la présidence du ministre de la Défense,

ce salon, biennal, présentera les œuvres d'une centaine d'artistes dont 45 « peintres de l'armée » dans les spécialités peinture, sculpture et photographie. La dernière édition, en 2007, avait accueilli 17 500 visiteurs.

Entrée gratuite.

CONFÉRENCE DU CENTRE D'ÉTUDES HISTORIQUE DE LA DÉFENSE SUR LES CRISES EN AFGHANISTAN

Conscient de l'importance des enjeux historiques dans le conflit actuel, le Centre d'étude d'histoire de la Défense organise, le mercredi 29 avril, une journée d'études sur "Les crises en Afghanistan depuis le XIX^e siècle". Cette manifestation se tiendra à l'École militaire, 1 place Joffre à Paris dans l'amphi Suffren, avec la contribution de spécialistes de la

région et d'anciens diplomates.

**Pour plus d'information
consulter le site :**

www.cehd.defense.gouv.fr

AU CŒUR DE LA GUERRE FROIDE : LES FORCES FRANÇAISES À BERLIN

Jusqu'au 30 juin 2009, le musée de l'Armée expose pour la première fois sa collection unique sur la présence des troupes françaises et de celles du pacte de Varsovie à Berlin. Cette exposition offre un point de vue original sur la période 1945-1989 : objets personnels, uniformes et équipements... Elle est enrichie par le fond photographique sur Berlin de l'Etablissement de Communication et de Production audiovisuelle de la défense (ECPAD).

**Pour plus d'information
consulter le site**

www.invalides.org

**Vous préparez
un concours ou
un examen
nécessitant de la
culture générale ?**

La Revue d'Etudes, entité du groupe Demos, vous propose plus de

**300
fiches de
synthèse**

Thèmes

- ☐ Droit
- ☐ Sociologie
- ☐ Économie
- ☐ Sciences
- ☐ Données générales
- ☐ Philosophie politique
- ☐ Relations internationales
- ☐ Problèmes de société...

PRIX À L'UNITÉ

Fiches disponibles sur www.revue-d-etudes.fr
ou demande par mail à contact@revue-d-etudes.fr
par tél. au 0825 800 735

**Vous souhaitez vous
perfectionner en épreuve
de dissertation française ?**

Concours d'Inspecteur de la sécurité de défense et autres examens et concours du Ministère de la Défense

Faites confiance à la Revue d'Etudes qui prépare
aux concours publics depuis près de 100 ans !

Le livre du mois

JEAN-PAUL MARI
SANS BLESSURES APPARENTES

3 QUESTIONS À Jean-Paul Mari

auteur de
SANS BLESSURES APPARENTES
Robert Laffont, 300 p., 20 €.

Pourquoi ce livre sur le thème des traumatismes psychologiques ?

Cela fait un moment que j'ai remarqué au cours de mes reportages ces genres de blessures. J'ai rencontré des hommes, des soldats expérimentés, des humanitaires, des journalistes qui, du jour au lendemain, se retrouvaient pétrifiés. Ils semblaient avoir été touchés par une espèce de balle qui leur transperçait le cerveau et les foudroyait, alors qu'ils n'avaient aucune blessure physique. Souvent, une image, un son, une odeur sont à l'origine de ce traumatisme. J'ai alors commencé à enquêter. Et j'ai découvert que c'est un phénomène extrêmement fréquent et tabou.

Pourquoi est-ce un sujet tabou dans notre société ?

D'abord, on n'aime pas parler de la mort. L'horreur qu'a vécue le sujet est une image, elle n'est pas dicible avec des mots. Dès qu'il commence à dire l'horreur, les gens sont effrayés. L'horreur est alors inaudible... Et puis l'institution n'est pas intéressée pour en parler. Aux Etats-Unis, le gouvernement a reconnu que parmi les soldats envoyés en Irak, un homme sur trois revenait avec un trouble psychique grave. Il a décidé de distribuer gratuitement et sur simple demande du Prozac à tous les soldats engagés en Irak ou ailleurs...

Peut-on guérir d'un traumatisme psychologique ?

Le mécanisme consiste en « j'ai vu la mort, je me suis vu mort, je suis mort ». Pas plus que le soleil, l'homme ne peut regarder la mort en face. C'est un cancer de l'âme. Cependant il se guérit. Les psychologues militaires connaissent très bien les traumas de guerre et traitent chaque année de nombreux militaires de retour de mission. Ce sont des « blessures fréquentes ». Mais il est nécessaire de considérer ce problème, de le comprendre et surtout de donner les moyens à ceux qui le soignent.

Planification et gestion de crise

Peut-on exporter dans l'entreprise, des méthodes de gestion de crise éprouvées en milieu militaire ? Cette hypothèse est la ligne directrice du livre de Thierry Fusalba. L'analogie entre les deux univers, civil et militaire, est devenue d'autant plus crédible que la globalisation des échanges économiques a suscité, au sein des entreprises, des attitudes de plus en plus martiales. Dans ce contexte, l'auteur, officier supérieur ayant notamment dirigé la communication de l'Union européenne lors de l'opération de l'Eurofor en République démocratique du Congo, s'intéresse aux méthodes utilisées par les états-majors qui peuvent aider l'entreprise à planifier et gérer une sortie de crise. Son ouvrage, comme un instrument méthodologique, apporte un éclairage sur l'ensemble des ressources et leviers d'action mobilisables en situation de crise.

Thierry Fusalba, éd. L'Harmattan, 254 p., 25 €



ENCYCLOPEDIE DES TERRORISMES ET VIOLENCES ORGANISEES

Jacques Baud est un ancien membre des services de renseignement suisses et un expert en politique de sécurité internationale. Son Encyclopédie des terrorismes et violences organisées est une étude minutieuse des innombrables organisations terroristes actuelles. L'histoire de chaque groupe, ses implantations géographiques, ses structures internes, ses modes d'action, ainsi que ses éventuelles ramifications sont passés à la loupe et donnent lieu à des articles complétés d'organigrammes et de cartes. Un ouvrage de référence sur le sujet.

Jacques Baud, éd. Lavauzelle, 1 278 p., 36 €

ACCROCHEE A LA VIE

Née en 1923 dans un village polonais attribué à l'URSS par le traité de Riga, Francescka Michalska a traversé les nombreuses épreuves réservées à ceux qui « étaient nés du mauvais côté de la frontière » : vexations, brimades, exécutions sommaires (ses deux oncles sont fusillés). Puis ce sera la grande famine du début des années 1930, qui brise les dernières résistances à la collectivisation des terres, la déportation dans les steppes désertiques du Kazakhstan, la guerre, enfin. Malgré les souffrances et les deuils, Francescka Michalska s'accroche. L'expérience du front lui donne l'occasion de découvrir sa vocation : elle soigne des blessés, accouche des enfants. Après la guerre, elle retrouve la Pologne, étudie la médecine et devient pédiatre. Aujourd'hui âgée de quatre-vingt-six ans, elle témoigne de la puissance de la foi en la vie.

Francescka Michalska, Les éditions Noir sur Blanc, 173 p., 20 €



A LA CROISEE DES CHEMINS

Eugène-Jean Duval retrace l'histoire d'un baroudeur qui se souvient de l'Indochine, de l'Afrique du Nord, de ses déceptions, de l'amitié aussi. Un témoignage simplement authentique dans lequel se retrouveront ceux qui, comme lui, ont vécu sur le terrain les étapes de la décolonisation.

Eugène-Jean Duval, éd. Thélès, 515 p., 24 €

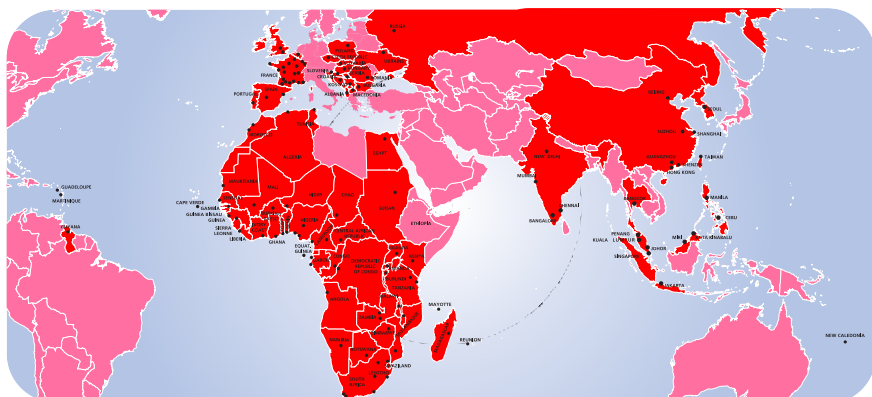
DÉMÉNAGEMENTS & GARDE-MEUBLES

AGS, nous vous devons le meilleur

35 ans
d'expérience



PARIS • LONDRES • SHANGHAI • JOHANNESBOURG • MOSCOU



MADRID • SINGAPOUR • PRAGUE • HONG-KONG • CASABLANCA



119 filiales dans 79 pays dont 18 en France et 7 dans les DOM-TOM

Un déménagement, c'est important.

Quand on s'expatrie, on change de pays, on change de vie. Il est donc primordial de retrouver dans un nouvel environnement ses repères, son univers personnel. Pour que tout se déroule dans les meilleures conditions, mieux vaut choisir les meilleurs.

AGS et **son réseau présent dans le monde entier** vous garantissent une logistique sans faille, une qualité maximale, un suivi personnalisé.

Avec AGS, votre déménagement sera véritablement adapté à vos besoins. Quelle que soit votre destination, AGS sera toujours à vos côtés, avec les meilleures solutions, par ce que **vous méritez ce qu'il y a de mieux.**

AGS PARIS

61, rue de la Bongarde 92230 Gennevilliers - Paris

Tel : +33 140 80 20 20 - Fax : +33 140 80 20 00

Email : info@ags-paris.com

N° Indigo 0 825 312 312
0,150 € TTC / MN

www.ags-demenagement.com



3, 2, 1... réservez !

le 30 mars vos résidences parisiennes en ligne*



petit déjeuner
offert**
pour les 100
premières
réservations

* Pour bénéficier de ce service, il vous suffit de vous inscrire sur www.igesa.fr, "réservez en ligne".

** Petit déjeuner offert le premier jour de votre séjour.

IGESA
Vacances loisirs